

IL A REÇU HIER LE
GÉNÉRAL ABDEL FATTAH
AL-BURHAN
**Tebboune réaffirme
le soutien de l'Algérie
au Soudan**

P 16

732 STARTUPS ENREGISTRÉES À L'UNIVERSITÉ

L'Algérie, future start-up nation?

L'Algérie, un pays connu pour ses vastes ressources naturelles, est en train de se faire un nom dans un domaine tout à fait différent : celui des startups. Malgré un environnement d'affaires complexe, le pays voit émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs qui sont en train de changer la donne. P 3



LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR
INSTALLE LE WALI DÉLÉGUÉ
D'AFLOU

**«La création de wilayas
délégées vise leur
promotion
économique »**

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a présidé dimanche la cérémonie d'installation du wali délégué d'Aflou, Younes Benmerah, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant promotion de sept daïras à travers le pays en wilayas déléguées.

P 3

PLUSIEURS PROJETS GAZIERS
EN COURS DE DÉVELOPPEMENT
**L'Algérie œuvre
à augmenter
sa production**

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, hier depuis Ghardaïa, que l'Algérie œuvre pour l'augmentation de ses capacités de production en hydrocarbures, notamment en gaz naturel. Indiquant que plusieurs champs gaziers ont été mis déjà en production en 2023, le ministre a précisé, indique un communiqué de son département, que de nouveaux puits seront réalisés au niveau de la wilaya de Ghardaïa.

P 5

CNMA-AGRODIV
**Signature
d'une convention
de partenariat**



La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA Assurance) a signé une convention de partenariat avec le Groupe Agro-industriel (AGRODIV), pour assurer la protection du patrimoine et des responsabilités liées à l'activité économique du groupe et de ses filiales, notamment en matière d'assurance et de gestion des risques, a indiqué hier la mutualité dans un communiqué.

P 4

BLIDA

**Programme
d'emblavement de 1.000
ha en légumes secs** P 2

LIGNE FERROVIAIRE GARA DJEBILET-
BÉCHAR-TINDOUF

**Un projet à dimension
africaine** P 5

PÉTROLE

**Pas besoin de réduire
plus la production de
l'Opep+** P 4

SALON DIGITEC 2024
Participation de
Telecom Algérie

Le GROUPE TELECOM ALGERIE participe à la quatrième édition du Salon du Digital et de la Technologie de l'Information et de la Communication «Digitech'2024». Le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales prennent part au 4ème Salon du Digital et de la Technologie de l'Information et de la Communication «Digitech'2024», qui se déroule au niveau de l'Ecole Supérieure d'Hôtellerie et de Restauration d'Alger - ESHRA et ce, durant la période allant du 27 au 29 janvier 2024. Regroupant divers exposants et acteurs internationaux du domaine de la transformation numérique, cet événement se veut «un espace de communication privilégié entre les parties œuvrant à la promotion, la valorisation et la mise en relation d'affaires autour de la politique de la transformation digitale et numérique». Tout au long de cet événement, le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales se font et un plaisir de présenter leurs offres et services via un stand conçu à l'occasion. À travers sa participation à cet important espace technologique, le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales confirment leurs implications dans le processus de transformation numérique du pays et de son écosystème digital.

ORAN
Une session de
formation sur la
culture du
«champignon
pleurote»

L'association de promotion de la femme rurale "Main dans la main" a lancé, samedi une session de formation au profit des jeunes désirant s'investir dans la culture du "champignon pleurote", a-t-on appris de la présidente de cette association, Mme Allou Baba Ahmed. Ce cycle de formation, initié en coordination avec la cellule de la femme rurale relevant de la direction des Services Agricoles (DSA), vise la création de petites entités économiques sous formes d'ateliers ou de micro-entreprises pour la culture de ce type de champignon, dont les propriétés médicinales et les importantes applications biotechnologiques et environnementales sont reconnues par les spécialistes, a déclaré Mme Baba Ahmed. La présidente de l'association a mis en exergue, en marge de la rencontre de formation, le fait que la culture de ce champignon ne nécessite pas de gros investissements.

FORMATION PROFESSIONNELLE ET PARTENARIAT ÉCONOMIQUE
Des horizons prometteurs

La relation entre le secteur de la Formation professionnelle et les opérateurs économiques sera au centre d'une journée d'étude, devant être organisée mardi prochain par la Direction de la Formation et de l'Enseignement Professionnels de la wilaya d'Oran.

Synthèse S R

Sous le slogan « Formation professionnelle et partenariat économique, des horizons prometteurs », cette journée, organisée sous la tutelle du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, s'inscrit dans le cadre de la poursuite du développement de la formation par apprentissage, qui s'avère la plus proche pour répondre aux besoins du marché du travail, compte tenue de la formation qualitative qu'elle offre, ainsi que la contribution efficace et directe des entreprises économiques au parcours de cette formation, en vue de réaliser l'équation « la formation pour l'emploi », selon la même source. Cette journée d'étude vise, principalement, à développer et à renforcer la relation entre le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels et le partenaire éco-

nomique, en plus de conclure plusieurs accords entre ce secteur et ses partenaires économiques, afin de mieux prendre en charge les processus de formation et de répondre aux besoins du marché du travail. Elle vise également à renforcer la contribution des établissements économiques dans l'élaboration et à la mise à jour des programmes de formation, ainsi qu'à l'identification des besoins des entreprises économiques en main-d'œuvre qualifiée. Une exposition des capacités disponibles du secteur et sa relation avec l'environnement économique sera présentée à cette occasion, mettant en évidence les chiffres correspondants dans le domaine, ainsi qu'une autre présentation du secteur du travail et de l'emploi sur la contribution du secteur de la Formation et l'enseignement professionnels dans le secteur économique et la création d'entreprises économiques individuelles et collectives. La relation avec

le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels et les perspectives de son développement sera aussi présentée par une entreprise économique, a-t-on ajouté de même source. Des accords de partenariat seront également conclus entre le secteur de la Formation et des entreprises et opérateurs économiques de la région afin de contribuer au développement local, a-t-on indiqué. Des cadres, des experts, des représentants du secteur de la Formation au niveau local, des directeurs exécutifs de plusieurs départements ministériels, des opérateurs économiques publics et privés de la région, en plus de quelques opérateurs étrangers présents dans la wilaya, ainsi que des responsables communaux, des responsables de comités de partenariats des universités et des représentants du Conseil supérieur de la jeunesse seront présent à cette journée d'étude, selon la même source.

BONNE GOUVERNANCE

La transparence, l'un des défis à relever

La présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, Salima Mesrati, a affirmé, samedi à Tamanrasset, que "la transparence constitue l'un des défis à relever pour atteindre la bonne gouvernance". Intervenant lors de la 3ème rencontre régionale, zone sud, initiée par la Médiation de la République sous le thème: "Le citoyen au cœur des préoccupations du président de la République et la transparence est le socle du service public", Mme. Mesrati a souligné que "la transparence est l'un des défis à relever pour atteindre la bonne gouvernance et un moyen décisif pour réaliser la qua-

lité du service public qu'il appartient de relancer à la faveur de la mise en place des mécanismes opérationnels pour permettre aux institutions et administrations de fournir un service public de qualité". "L'administration publique a enregistré des progrès en termes de méthodes et de mécanismes de travail conformes aux exigences d'exploitation des technologies modernes en optant pour le système de E-administration et la numérisation", a indiqué la même responsable. Et de soutenir: "la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption s'est attelée à mettre en œuvre de

nombreux projets faisant partie de ses missions et prérogatives après son institutionnalisation constitutionnelle. Elle a cité, à ce titre le lancement de la stratégie nationale de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption et l'adoption d'importants indicateurs, dont celui de la performance et de l'intégrité inspirée de l'outil d'évaluation des efforts de lutte contre la corruption, lancé officiellement le 25 juillet 2023 au niveau de 16 institutions publiques. "Cette instance s'est employée à mettre au point un mécanisme à même d'associer la société civile aux côtés des institutions scientifiques pour mettre en œuvre des

mécanismes permettant de consolider la transparence au sein des instances ciblées et le suivi de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption", a-t-elle ajouté. Elle a, à ce titre, soutenu que "la prise de décision est liée à la transparence contribuant, de ce fait, à la consolidation de la gouvernance démocratique." "Le principe de la transparence a été consacrée dans la constitution en tant qu'un appui fondamental dans la gestion des affaires publiques à l'effet de promouvoir la performance des services de l'Etat", a indiqué Mme. Mesrati.

BLIDA

Programme d'emblavement de 1.000 ha en légumes secs

Une superficie d'environ 1.000 hectares de légumes secs sera emblavée à Blida dans le cadre du programme national visant le renforcement de la sécurité alimentaire, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya des services agricoles(DSA). L'opération d'emblavement de près de 1.000 ha en légumes secs, débutera en février prochain, a indi-

qué le directeur du secteur, Kamel Foudhala, qui a souligné que l'opération s'inscrit dans le cadre du Programme national visant l'extension des surfaces de culture des légumes secs à 150.000 ha, à l'échelle nationale, afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays. Rappelant que la wilaya est réputée pour son arboriculture fruitière, notamment l'agrumiculture, le responsable a fait savoir que ses services ont reçu de

nombreuses demandes de la part d'agriculteurs souhaitant adhérer à ce Programme national. Par ailleurs, M. Foudhala a dévoilé le lancement "prochain" des travaux de réalisation de nouveaux centres de stockage de céréales dans les communes d'El Affroune, Mouzaia (à l'ouest) et Chebli (à l'est), dans le but de renforcer les capacités de stockage de la wilaya.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

732 STARTUPS ENREGISTRÉES À L'UNIVERSITÉ

L’Algérie, future start-up nation?

L’Algérie, un pays connu pour ses vastes ressources naturelles, est en train de se faire un nom dans un domaine tout à fait différent : celui des startups. Malgré un environnement d’affaires complexe, le pays voit émerger une nouvelle génération d’entrepreneurs qui sont en train de changer la donne.

Par Reda Hadi

L’université algérienne constitue un réservoir pour la création de start-up et la promotion de la sphère économique et sociale. Selon le chargé de mission auprès du ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à ce jour, 732 startups sont officiellement enregistrées et répondant aux critères mondiaux de sélection, un chiffre plaçant l’Algérie au deuxième rang africain après le Nigéria. Invité par nos confrères de la radio nationale, celui-ci explique qu’au regard des multiples missions nouvellement conférées à l’université algérienne, celle-ci semble être en pleine mutation, passant d’un espace de formation pour le marché de l’emploi, à une pépinière de création d’entreprises émergents directement des startups qu’elle crée en son sein. En effet, à ce sujet, le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, avait affirmé, que son département avait recensé plus de 5.000 start-ups, dont 1.100 ayant obtenu le label « Start-up » ou celui de « Projet innovant ». C’est une véritable révolution silencieuse que l’Algérie a entamé. Selon le classement de Startup Ranking, l’Algérie occupe la deuxième place en Afrique en termes de startups en activité, après le Nigeria et juste avant l’Egypte et l’Afrique du Sud. Malgré les défis, ces startups sont en train de transformer l’économie algérienne. Elles sont soutenues par le gouvernement qui a créé en Octobre 2020, l’Algerian Startup Fund (ASF), une société de capital investissement dédié à

accompagner les startups. Sa mission est de développer l’écosystème entrepreneurial et d’innovation en Algérie en proposant des services de financement répondant aux besoins des startups. Toujours, selon le chargé de mission au ministère de l’enseignement supérieur, pour opérer ces changements, une commission nationale avait été installée et qui a déjà réalisé quelques résultats en formant des formateurs (...) mais également en mutualisant les actions entre plusieurs ministères, essentiellement avec celui de l’Economie de la connaissance et des startups » Autrement dit, « nous ne sommes plus dans le schéma classique, mais dans une université ouverte sur son environnement et qui crée des emplois en son sein à travers l’entrepreneuriat ». Citant des entités de recherches et développement, celui-ci fait savoir qu’il existe « 1800 laboratoires de recherches, 47 unités de recherches, près de 70 équipes mixtes de recherches, une vingtaine de plateformes technologiques, 96 incubateurs, une vingtaine de laboratoires d’excellence, une trentaine de centres de recherches, trois agences thématiques de recherches, 8 plateaux d’analyses physicochimiques », entre autres. « Cela correspond à des dépenses de l’ordre de 35 milliards de dinars que l’Etat investit », a-t-il ajouté. L’Algérie opère son tournant numérique et s’apprête à devenir une véritable «start-up nation ». Selon le ministre de l’Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, il existe de grandes perspectives de développement pour les startups algériennes

en Afrique. «Le marché africain est énorme et en pleine évolution», estime-t-il.

L’engagement de l’Etat

Depuis l’élection du président Abdelmadjid Tebboune, l’Etat algérien a réaffirmé son engagement à soutenir les startups. Le Président a souligné à plusieurs reprises, lors de ses différentes sorties médiatiques et lors de conseils des ministres, l’importance des startups et de l’intelligence artificielle en instituant, pour la première fois dans l’histoire de l’Algérie, un ministère dédié. . En outre, le gouvernement travaille à l’amélioration du climat des affaires et à la simplification des procédures d’investissement, à travers l’accélération du processus de numérisation globale des formalités administratives. Ces efforts visent à créer un environnement propice à l’innovation et à la croissance des startups, contribuant ainsi à la relance de l’économie nationale. En somme, l’écosystème des startups en Algérie est en pleine croissance et offre de nombreuses opportunités. Le gouvernement a mis par ailleurs, en place, un fonds pour les startups, financé par six banques publiques. Ce fonds prend en charge le financement des entreprises disposant du label Startup. En 2022, le ministère a enregistré 5.000 demandes d’obtention du label, et 1.100 entreprises l’ont obtenu. Reste que les jeunes algériens veulent en finir avec l’image des jeunes qui cherchent une place dans les administrations : « Avant, on fait des petits boulots. Tous les jeunes Algériens maintenant cherchent à entreprendre ».

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L’Algérie soumet ses rapports au CCNUCC

L’Algérie a soumis trois rapports sur les changements climatiques au Secrétaire de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a indiqué dimanche le ministre de l’Environnement et des Energies renouvelable dans un communiqué. Ainsi, le ministère « vient de concrétiser les engagements internationaux de l’Algérie sur les changements climatiques, par la soumission au CCNUCC, des trois rapports de l’Algérie sur les changements climatiques », a affirmé la même source. Il s’agit de « la Troisième communication nationale (TNC) sur les changements climatiques », « le premier Rapport biennal actualisé (BUR1) » ainsi que « le Rapport d’inventaire national (NIR) des gaz à effet de serre pour la période allant de 1990 à 2020 qui constitue une annexe au BUR1. Ces trois rapports sont publiés sur le site web du Secrétariat de l’instance onusienne et sont également visibles sur le site web du ministère, précise le communiqué. « Au terme de plus de quatre années de travail, l’Algérie a finalisé et transmis aux Nations unies ses rapports sur les changements climatiques, élaborés conformément aux lignes directrices de la conférence des parties à la convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) », a souligné la ministre de l’En-

vironnement et des Energies renouvelables et présidente du Comité national climat, Fazia Dahlab, dans la préface de ces documents. Ces rapports « reflètent les engagements de l’Algérie envers les objectifs de la CCNUCC, notamment ses articles 4 et 12 », a-t-elle indiqué, estimant que ces trois documents « témoignent de notre détermination à contribuer activement à l’atténuation des émissions de gaz à effet de serre et à l’adaptation aux effets néfastes du changement climatique dans tous les secteurs de notre pays ». Mme Dahlab souligne que ces rapports « attestent de la transparence sur les activités de l’Algérie contre les changements climatiques auprès de la communauté internationale » et témoignent surtout de « son engagement dans la lutte contre le changement climatique et de sa contribution aux efforts de préservation de notre planète pour les générations futures ». La ministre a signalé que « ce travail de longue haleine a abouti grâce aux engagements et aux efforts fournis par tous les secteurs qui ont contribué à l’élaboration de ces rapports qui ont bénéficié du soutien du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD Alger), de l’Agence de la coopération allemande (GIZ) et du Secrétariat de la CCNUCC ». L’élaboration de ces rapports a permis de « renforcer les capacités des différents secteurs mais aussi d’iden-

tifier nos besoins complémentaires de formation pour garantir la durabilité de notre reporting à la CCNUCC afin d’aboutir à la préparation du premier Rapport biennal de transparence (BTR1) dans le cadre de l’Accord de Paris en décembre 2024 », rapporte le ministère dans son communiqué. La stratégie d’atténuation de l’Algérie couvre principalement les secteurs de l’énergie, du bâtiment (résidentiel et tertiaire), des transports, de l’industrie, des forêts et des déchets, se basant, notamment, sur les programmes nationaux des énergies renouvelables et de l’efficacité énergétique, de gestion et traitement des déchets, de réduction du torchage à 1% à l’horizon 2030 par rapport au volume global de production des hydrocarbures. Ces rapports démontre, que l’Algérie contribue de façon « modérée » aux émissions de gaz à effet de serre (GES) « du fait de la prépondérance du gaz naturel dans son mix énergétique et du modèle de consommation énergétique adopté », précise la même source, ajoutant que l’Algérie affirme, dans sa contribution nationale déterminée (NDC), « sa volonté de poursuivre ses efforts pour atténuer les émissions de GES avec l’appui international en matière de financement, de transfert de technologies et de savoir-faire ».

R E

LE MINISTRE DE L’INTÉRIEUR INSTALLE LE WALI DÉLÉGUÉ D’AFLOU

«La création de wilayas déléguées vise leur promotion économique»

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad, a présidé dimanche la cérémonie d’installation du wali délégué d’Afrou, Younes Benmerah, en application de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant promotion de sept daïras à travers le pays en wilayas déléguées. Dans une intervention prononcée à la salle des conférences du centre universitaire d’Afrou « Cherif Bouchoucha », M Merad a évoqué les sacrifices consentis par la région durant la glorieuse guerre de libération nationale lors de différentes épopées, dont celle historique de Chouabir, soulignant que cette contrée « arrosée du sang des martyrs, devrait avoir la place qui lui sied ». « La promotion de la daïra d’Afrou au rang de wilaya déléguée s’inscrit au titre des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à procéder à un nouveau découpage pour la promotion du développement local à travers les différentes régions du pays », a soutenu M. Merad, ajoutant que la révision du découpage administratif et la création de dix (10) wilayas dans le Sud du pays tend à améliorer les conditions de vie des citoyens. « La création de wilayas déléguées vise leur promotion économique et leur implication dans le chaîne de développement économique en vue d’une exploitation optimale des richesses nationales et l’immunisation de notre pays des crises et dépendances », a-t-il indiqué. Et d’ajouter : « cette mesure intervient dans l’optique de rattraper le déséquilibre criard vécu par certaines régions où s’impose le méga programme présidentiel de développement qui tend principalement à atteindre l’équité dans le développement entre les différentes régions du pays. « Le président de la République n’a, en dépit des crises continues dont celle de la Covid-19, ménagé aucun effort pour jeter les bases du développement local et réunir les conditions à même de garantir la sécurité alimentaire et énergétique », a poursuivi le ministre. Il a cité, à ce titre, le programme de développement des zones d’ombre qui tend à garantir une vie décente au citoyen, à la faveur du lancement de nombreux programmes d’urgence consistant en la prise en charge du transports, l’amélioration des conditions de scolarisation, l’alimentation en eau potable, le raccordement aux réseaux électrique et du gaz naturel, la réalisation de réseaux routiers et d’autres actions de développement répondant aux attentes du citoyen. M.Merad a mis en avant la sécurité hydrique qui, a-t-il affirmé, est l’une des priorités stratégiques des pouvoirs publics. Un intérêt qui, selon lui, se matérialise par les mégaprojets de dessalement pour prendre en charge les besoins en la matière du citoyen. Au registre de l’investissement, le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire a indiqué que la nouvelle loi relative à l’investissement prévoit une série de mécanismes à même de permettre une nette relance et une grande transparence.

Synthèse R E.

PROMOTION
DES PME

**Plaidoyer
pour un
changement
de politiques
actuelles**

« L'évolution du nombre de PME en Algérie certes était importante entre 2000 et 2018, cependant elle reste insuffisante pour répondre aux besoins de l'économie algériennes », affirme GRIBI Djamilia, enseignante à l'Université Hassiba Ben Bouali à Chlef, dans son étude publiée à la Revue Études de développement économique. La répartition sectorielle des PME «montre l'orientation des investissements vers des secteur non productifs tels que le commerce et le transport au détriment des secteur plus productifs tels que l'industrie et l'agriculture qui sont promoteurs de croissance et d'emplois durables». Enchaînant, l'universitaire relève que «le déséquilibre géographique des PME entre les différentes régions du pays ne fait qu'augmenter la disparité du développement économique entre le Nord, les Hauts plateaux et le Sud et nécessite une vraie politique de développement territorial du pays». Mme Gribi souligne que l'augmentation du nombre des PME «a eu un impact positif sur l'emploi, car elles ont permis de créer plus de 2 millions d'emplois depuis leur création, mais ce chiffre reste encore insuffisant vis-à-vis la demande existante et l'arrivée massive des jeunes demandeurs sur le marché du travail». L'universitaire souligne également que «les PME ont un potentiel de croissance qui peut contribuer positivement à la croissance économique et sociale s'il est bien exploité ».

La facture accrue des importations avec la stabilité de sa structure en biens et services «montre l'incapacité de l'appareil productif national, constitué principalement des PME, de trouver une alternative aux produits importés traduisant l'échec de la politique de substitution aux importations par les PME ». Malgré tous les efforts consentis dans le sens de promouvoir ces entreprises, l'universitaire estime que ces entités «n'arrivent toujours pas à diversifier l'économie algérienne ». D'où la nécessité de «changer les politiques actuelles de promotion des PME qui sont basées sur la croissance chiffrée de ces entités sans donner d'importance à leur contribution à la croissance et au développement économique et social du pays ».

Agence

CNMA-AGRODIV

Signature d'une convention de partenariat

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA Assurance) a signé une convention de partenariat avec le Groupe Agro-industriel (AGRODIV), pour assurer la protection du patrimoine et des responsabilités liées à l'activité économique du groupe et de ses filiales, notamment en matière d'assurance et de gestion des risques, a indiqué hier la mutualité dans un communiqué.

Par Slimane T

En effet, cette convention de partenariat s'inscrit dans «le cadre de la stratégie de la CNMA Assurance visant à renforcer son soutien aux opérateurs économiques du secteur agroalimentaire», a précisé la même source. Dans ce cadre, la CNMA Assurance s'engage «à prendre en charge les risques stratégiques, notamment ceux qui sont liés à l'agroalimentaire, tels que les risques qui affectent le stockage des céréales et des légumes secs en silo, les maladies cryptogamiques qui surviennent et menacent les plantes et les cultures et qui peuvent avoir des répercussions sur la chaîne d'approvisionnement alimentaire, entraînant des perturbations et des pertes économiques, ce qui peut avoir aussi un impact négatif sur la souveraineté nationale». A ce propos, la mutualité agricole a affirmé que «dans ce domaine complexe, les experts chevronnés de la CNMA Assurance jouent un rôle clé en concevant des solutions sur mesure pour anticiper et atténuer les risques spécifiques auxquels font face les l'agroalimentaire, afin de garantir la protection de acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire du pays». Selon le communiqué, «ce partenariat stratégique souligne l'engagement de la CNMA à soutenir le développement durable du secteur agroalimentaire et cette collaboration avec le groupe AGRODIV marque une étape significative dans la poursuite de cet objectif, en offrant une



couverture assurantielle adaptée aux besoins spécifiques de l'industrie agroalimentaire». Pour la CNMA, cette «alliance» avec le groupe AGRODIV représente également «un partenariat stratégique mutuellement bénéfique», tout en mentionnant qu'«en unissant leurs compétences, les deux entités aspirent à créer une synergie qui contribuera de manière significative au développement du secteur agroalimentaire en Algérie». Ainsi, la CNMA Assurance s'engage à apporter son expertise dans la gestion des risques et à offrir une gamme de produits d'assurance, permettant ainsi au groupe AGRODIV de se prémunir contre les défis inhérents à son activité. «En retour, le groupe AGRODIV, spécialisé dans la

transformation des matières premières agricoles et d'élevage, enrichit les activités de la CNMA Assurance en élargissant son champ d'intervention», a fait savoir le communiqué. «Cette collaboration renforce non seulement la protection de la production du groupe AGRODIV, mais favorise également la croissance durable du secteur, créant ainsi un environnement propice à l'innovation et à la prospérité économique pour les deux partenaires. Ce partenariat stratégique s'inscrit dans une vision commune de progrès et d'efficacité, démontrant ainsi l'engagement des deux entités envers une coopération fructueuse et à long terme», a-t-on souligné encore de même source.

PÉTROLE

Pas besoin de réduire plus la production de l'Opep+

Le directeur de la compagnie pétrolière russe Gazprom Neft a déclaré samedi qu'il ne voyait pas la nécessité d'une réduction supplémentaire de l'offre de pétrole des producteurs de l'Opep+, quelques jours avant une réunion du groupe. Les producteurs de l'Opep+ se sont mis d'accord sur des réductions volontaires de production totalisant environ 2,2 millions de barils par jour (bpj) pour le premier trimestre sous l'impulsion de l'Arabie saoudite, qui a reconduit une baisse de 1 million de bpj. Les producteurs de l'Opep+ doivent tenir une réunion ministérielle déterminante le 1er février. Selon des sources de l'organisation, elle décidera probablement de ses niveaux de production de pétrole pour le mois

d'avril et au-delà dans les semaines à venir. "D'une part, l'Opep+ a déjà décidé de réduire sa production et les réductions commencent dès maintenant, en janvier. D'autre part, nous approchons de la saison printanière, d'une augmentation saisonnière de la demande de pétrole. Cela ne saurait tarder, dans deux mois", a déclaré aux journalistes Alexander Dyukov, directeur général de Gazprom Neft. "À mon avis, il n'est pas nécessaire pour le moment (d'ajuster l'accord de l'Opep+)", a-t-il ajouté. Le dirigeant avait estimé plus tôt dans la journée qu'il y avait un léger excédent sur le marché mondial du pétrole. Alexander Dyukov a également indiqué que sa société prévoyait d'augmenter ses vo-

lumes de raffinage du pétrole et sa production d'hydrocarbures en 2024, sans fournir de chiffres, alors que les investissements de Gazprom Neft sont considérés comme inchangés cette année. L'Agence internationale de l'énergie, qui conseille les pays consommateurs de pétrole, a déclaré qu'avec le conflit au Moyen-Orient qui soulève des inquiétudes sur l'approvisionnement, sauf perturbations significatives des flux, le marché semblait raisonnablement bien approvisionné en 2024 et qu'un excédent pourrait apparaître si l'Opep et ses alliés mettaient fin aux réductions de production comme prévu au deuxième trimestre. Le ministre russe de l'énergie, Nikolai Shulginov, a par ailleurs déclaré samedi que la produc-

tion pétrolière du pays resterait probablement inchangée cette année, a rapporté l'agence de presse RIA. La production russe de pétrole et de condensats de gaz a légèrement diminué l'année dernière pour atteindre 10,6 millions de barils par jour. L'agence de presse Interfax a également cité des propos de Nikolai Shulginov selon lesquels la Russie a réduit ses exportations d'essence à la suite d'un incident survenu dans la raffinerie de pétrole NORSI. Cette panne a suscité des inquiétudes quant à une éventuelle pénurie d'essence dans tout le pays et des médias ont suggéré que le gouvernement envisageait d'interdire l'exportation de ce carburant, comme il l'avait fait à l'automne dernier.

Agence

PLUSIEURS PROJETS GAZIERS EN COURS DE DÉVELOPPEMENT

L’Algérie œuvre à augmenter sa production

Le ministre de l’Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, hier depuis Ghardaïa, que l’Algérie œuvre pour l’augmentation de ses capacités de production en hydrocarbures, notamment en gaz naturel. Indiquant que plusieurs champs gaziers ont été mis déjà en production en 2023, le ministre a précisé, indique un communiqué de son département, que de nouveaux puits seront réalisés au niveau de la wilaya de Ghardaïa.

Par Sirine R

À titre illustratif, le programme de forage dans cette zone au cours de l’année en cours comprend 12 puits de développement, 4 pour reconstituer les réserves et 7 puits d’exploration, selon un exposé présenté au ministre ayant visité la machine de forage ENF-56 du puits d’hydrocarbures liquides « CENZ-9 » sis à la commune Bounoura à Ghardaïa. Il s’agit, précise-t-on, du deuxième puits réalisé dans la Wilaya de Ghardaïa et il a été lancé le 10 janvier 2024 par ENAFOR. « L’Algérie cherche toujours à développer ses capacités de production à partir de nouveaux gisements. Plusieurs champs ont déjà été mis en production au cours de l’année 2023, notamment le gaz naturel. Une mise en service qui permet à l’Algérie d’améliorer nos capacités de production de gaz pour répondre aux besoins nationaux et à l’exportation », a déclaré le ministre.

Donc, l’Algérie est la bonne voie pour la reconstitution de ses réserves et l’augmentation de la production nationale en gaz afin de répondre d’une part à la demande locale, en croissance de 7% annuellement et d’autres part, augmenter les exportations en gaz. Le ministre de l’énergie avait déclaré auparavant qu’avec l’entrée en production de nouveaux gisements gaziers durant 2023, la production nationale sera augmentée de 4 milliards m3. Ainsi, avec la mise en place du programme des EnR visant la production de 15 000 Mw d’électricité via le solaire, l’Algérie économisera quelque 8 milliards m3 de gaz et qui seront mises sur le marché international.

13 millions de tonnes du gaz exportés en 2023

En 2023, l’Algérie a connu une performance exceptionnelle dans ses exportations de gaz naturel liquéfié, consolidant sa position de « fournisseur fiable » et faisant d’elle le plus grand exportateur de ce matériau en Afrique. Un rapport de l’Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP), publié hier dimanche, indique que l’Algérie a dépassé le Nigeria, avec un taux de croissance de ces exportations étant le



plus élevé du monde arabe. Le rapport, que l’organisation a publié sur son site Internet intitulé « L’évolution du gaz naturel liquéfié et de l’hydrogène sur une base trimestrielle et l’état de l’industrie pour l’année 2023 », indique que « les exportations algériennes de gaz liquéfié ont enregistré une performance exceptionnelle au cours de l’année écoulée grâce à une nette croissance par rapport aux taux de 2022. Elle a également réussi à commercialiser sa production à un moment où les pays de l’Union européenne cherchent à diversifier leurs sources d’approvisionnement ». Les exportations totales de gaz naturel liquéfié de l’Algérie au cours de l’année 2023, indique le rapport, se sont élevées à environ 13 millions de tonnes, soit le taux le plus élevé de ces exportations depuis 2010, contre 10,2 millions de tonnes au cours de l’année 2022, ce qui représente « une croissance annuelle ». « Le taux de croissance est de 26,1%, ce qui est le taux de croissance le plus élevé et le seul dans les pays arabes au cours de l’année 2023 ». Ainsi, l’Algérie a pu au cours de l’année écoulée – poursuit l’OPEPC dans son rapport – « occuper la première place en Afrique en tant que plus grand exportateur de gaz naturel liquéfié pour la première fois depuis 2010, dépassant le Nigéria qui occupe

cette position depuis une décennie ». Selon la même source, la Turquie arrive en tête de la liste des pays importateurs de gaz naturel liquéfié d’Algérie, avec environ 4,3 millions de tonnes, au-delà des obligations contractuelles entre les deux parties, qui s’élèvent à 3,2 millions de tonnes par an, ce qui confirme la position de l’Algérie en tant que fournisseur agréé au marché turc. La liste des principaux importateurs algériens comprenait également la France, qui arrive en deuxième position avec un total de 3,2 millions de tonnes, l’Italie en troisième place avec un total de 1,8 million de tonnes, l’Espagne en quatrième place avec un total de 1,4 million de tonnes, tandis que la Chine s’est classé cinquième avec un total de 0,4 million de tonnes, ajoute l’organisation nationale Arab Petroleum Exporting Company. Le rapport note également que l’Algérie fait partie « des pays qui jouissent de relations stratégiques avec leurs clients européens, et d’une grande fiabilité qui s’étend depuis des décennies dans la fourniture de gaz, qu’il s’agisse de gaz naturel liquéfié ou de gaz par gazoducs, grâce aux infrastructures d’exportation dont elle dispose, que ce soit des stations de liquéfaction à Skikda et Arzew à Oran, ou des pipelines le reliant au marché européen, comme l’Italie et l’Espagne ».

LIGNE FERROVIAIRE GARA DJEBILET-BÉCHAR-TINDOUF

Un projet à dimension africaine

Le mégaprojet de la voie ferrée Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, longue de 950 km, donnera un nouveau souffle à l’économie nationale. D’un caractère stratégique, il ouvre des perspectives au développement et à l’exploitation de l’une des plus grandes mines de fer au monde. Il s’agit de projets économiques structurants dans le sillage de l’ouverture du passage frontalier algéro-mauritanien, ainsi que la création d’une zone franche. Ces projets ont été décidés selon une approche complémentaire et permettront de créer une importante dynamique économique et des milliers de postes d’emploi. Ils répondent également à la nouvelle orientation d’appui aux exportations hors-hydrocarbures et de consolidation de la dimension africaine. Dans ce sillage, le président de la République n’a cessé d’insister sur le respect des délais de réalisation de ce projet dont le maître d’ouvrage est l’Agence nationale d’étude et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif). Un projet jugé vital et stratégique pour l’Algérie, selon le chef de l’Etat qui a appelé également au respect de la qualité des moyens pour pouvoir avancer avec un rythme s’alignant avec les normes internationales en la matière, soit la réalisation de plus de 2 km/jour.

RÉUNION DU MINISTRE DE LA JUSTICE AVEC LES PRÉSIDENTS DES COURS ET PG

Des dossiers importants à l’ordre du jour

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, a présidé, dimanche, une réunion d’évaluation avec les présidents des Cours, les procureurs généraux près les Cours, les juges d’application des peines et les directeurs des établissements pénitentiaires, consacrée au suivi de l’état d’avancement de plusieurs chantiers du secteur, a indiqué

un communiqué du ministère. Il a été procédé, lors de cette rencontre semi-annuelle, tenue en visioconférence, à « l’évaluation de l’état d’avancement des chantiers en cours de suivi depuis plus de deux (2) ans, dont la gestion des biens saisis et des archives judiciaires, le recouvrement des amendes et des frais judiciaires et l’assainissement des bases de données

relatives aux mandats judiciaires ». La réunion a, également, porté sur « les priorités de la politique pénale nationale et l’application de la loi pour le maintien de l’Ordre public et la protection du citoyen et de la société contre toutes formes de criminalité et d’agression outre les moyens à même de créer un équilibre entre ces exigences et la protection des droits et li-

bertés ». Il s’agit également de la réalisation des objectifs de la politique pénale à travers l’activation et l’adaptation des dispositions légales relatives aux alternatives aux peines, ce qui contribuera inéluctablement au renforcement de la politique de l’Etat visant la réinsertion sociale.

ORAN

Indemnisation de 1 160 céréaliculteurs impactés par la sécheresse

Plus de 1 160 céréaliculteurs de la wilaya d'Oran, affectés par les effets de la sécheresse l'an dernier, ont bénéficié d'indemnités octroyées sous formes de semences et d'engrais, apprend-on de la Direction des services agricoles (DSA). A la faveur de cette mesure, les 1.160 professionnels de cette filière agricole, qui exploitent une superficie globale de quelque 18.000 hectares, se sont vus octroyer, à titre gracieux, diverses variétés de semences et des quantités d'engrais, a fait savoir la directrice du secteur, Karima Amrani. La même responsable a indiqué, dans ce contexte, que dans le cadre de la mise en œuvre de ces mesures, le comité technique de la wilaya des calamités naturelles a procédé au recensement des agriculteurs concernés, avant de procéder à leur indemnisation à partir du 6 novembre dernier. Mme Amrani, qui a présenté samedi dernier lors d'une rencontre avec les agriculteurs et les professionnels du secteur de la wilaya, a indiqué que les mesures décidées en faveur des céréaliculteurs de la région portent également sur le versement des redevances inhérentes aux terres agricoles exploitées dans le cadre de la concession dans un échéancier de 36 mois, de manière que l'agriculteur concerné ne soit pas contraint de s'acquitter d'une avance de 10% du montant global. Par ailleurs, il a été décidé de différer de 3 ans le paiement des crédits Rfig accordés aux agriculteurs, avec en sus la prise en charge par l'Etat des intérêts générés par ces crédits au nombre de 42 pour un montant global de 16 millions de dinars, a-t-on encore fait savoir de même source. S'agissant de la saison agricole 2023/2024, la DSA l'a qualifiée d'exceptionnelle soulignant, dans cet ordre d'idées, que la sécheresse a affecté la wilaya d'Oran à hauteur de 95% , voire 100 % dans certaines zones à vocation céréalière. Elle a indiqué qu'en dépit de cet aléa climatique, 26.000 sur les 40 .000 hectares consacrés annuellement à cette spéculation ont été emblavés, soit 67 % de la surface totale, estimant que cela constitue une vraie performance au regard aux aléas climatiques dont le retard des pluies durant cette période dont la quantité n'a pas dépassé 130 millimètres, nonobstant le fait que la superficie des terres irriguées est de 2.068 ha seulement. A noter que la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a fourni aux agriculteurs 26.000 quintaux de semences, soit 53 pour cent des objectifs tracés, selon la même source.

SECTEURS ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIFS À MÉDÉA
Plus de 30.600 emplois créés en deux ans

Au total, 30.653 emplois ont été créés à Médéa dans les secteurs administratif et économique et les services durant la période 2021-2023, à la faveur de la dynamique que connaît la wilaya dans de nombreux secteurs d'activités, a indiqué hier la direction locale de l'emploi.

Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette « performance » en matière de création d'emplois, parmi lesquels l'entrée en exploitation de projets d'investissement, la reprise des chantiers de construction, l'ouverture de nouvelles structures socio-éducatives et sanitaires, a expliqué le directeur de l'emploi, Mohamed Lamine Zitouni. L'apport des différents dispositifs de soutien à la création d'emplois ont permis le recrutement de la main d'œuvre qualifiée du secteur de la formation professionnelle et des jeunes diplômés universitaires, a-t-il ajouté. 55% de ces emplois ont été créés dans le secteur administratif avec 16. 817 postes, 38% dans le secteur

économique, totalisant 11.737 emplois, alors que 2.099 autres emplois ont été générés par des projets de micro-entreprises financés par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), soit 7% de la totalité des postes créés, a-t-il fait savoir, selon les chiffres de la même direction. Les emplois créés au cours des trois dernières années « traduisent l'intérêt qu'accordent les pouvoirs publics à la résorption de la demande locale en emplois et à assurer de débouchés professionnels aux diplômés universitaires », a estimé Zitouni. Le même a fait part, en outre, de l'intégration depuis 2022 à des postes d'emplois permanents de 6.459 diplômés universitaires qui étaient af-

filiés aux dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et d'insertion sociale. L'opération a abouti à l'intégration de 3.380 universitaires au sein des différentes administrations relevant des collectivités locales, soit 52% des diplômés régularisés.1.655 autres diplômés ont été intégrés dans des postes rattachés au secteur de l'éducation représentant 25% de l'effectif global. A cela s'ajoutent 360 postes au profit des structures du secteur de la jeunesse et des sports, soit 5% du nombre de régularisations enregistrées, alors que les 1.064 postes restants, soit 18% des diplômés touchés, ont été dispatchés sur plusieurs autres secteurs et organismes publics.

VIANDE IMPORTÉE DU BRÉSIL

Grand engouement à El Tarf

Après l'arrivée dans les différentes boucheries de la wilaya d'El Tarf, la viande en provenance du Brésil, vendue à 1.200 dinars le kilo, est déjà épuisée. C'est ce que nous avons constaté au chef-lieu de wilaya, lorsque les quatre boucheries approvisionnées par les chambres

froides d'Essarouel, dans la commune d'El Bouni à Annaba, ont commencé à vendre cette viande. Les nombreuses personnes qui savaient déjà quel magasin allait être approvisionné ont formé une foule compacte devant ces commerces. Dès l'ouverture des premiers cartons contenant ce pro-

duit, le comptoir a été pris d'assaut. En présence d'un agent de la direction du Commerce et de A. Rahmane, président de l'association pour la protection des consommateurs de la wilaya d'El Tarf, on a commencé à servir les clients, bien sûr sans aucune restriction sur le poids. Le boucher,

aidé par ses apprentis, découpe la viande, la pèse, puis encaisse. Selon A. Rahmane, une liste de 17 bouchers choisis dans les différentes communes de la wilaya est établie pratiquement tous les jours. Ces commerçants doivent disposer de leurs propres moyens de transport.

TIARET

Un pôle agricole prometteur à Rechaïga

La commune de Rechaïga (wilaya de Tiaret) dispose d'un pôle agricole prometteur au périmètre irrigué de "Recha", s'étendant sur une superficie de 490 hectares, où 94 jeunes investisseurs viennent d'initier des activités diverses.Le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC), Djamel Yahy, a indiqué que ces bénéficiaires, parmi les jeunes de la région, sont des universitaires diplômés dans cette filière, qui peuvent réaliser des résultats probants pour développer le secteur, notamment avec la disponibilité des moyens et conditions adéquats. M. Yahy a souligné que le périmètre de Rechaïga, dont l'entreprise publique "la Générale des concessions agricoles" s'est engagée à aménager ces dernières années, remplit toutes les conditions pour devenir un pôle agricole d'excellence. Il a, à cet effet, fait savoir que le périmètre est équipé de six puits artésiens reliés à un nombre similaire de grands bassins pour faciliter l'opération d'irrigation de manière moderne, en plus de son raccordement aux sentiers ruraux et au réseau électrique. L'activité des investisseurs de la région consiste principalement en la plantation d'arbres fruitiers, notamment d'amandiers et d'oliviers, en harmonie avec le climat aride de la région, en plus de la céréaliculture, en adoptant l'irrigation d'appoint conformément au cahier des charges signé avec la Direction des services agricoles. Selon la même source, ce périmètre s'inscrit dans le cadre d'un grand projet dans la région de "Recha", qui s'étend sur une superficie de 24.000 hectares, dans le but de bénéficier des expériences de 27 grands promoteurs agricoles de diverses régions du pays, qui exploitent depuis 2016 un total de 2.700 ha obtenus dans le cadre de la Commission locale de soutien à l'investissement agricole. Le chef de la subdivision agricole de la daïra de Hamadia, Nasreddine Ben M'hamed, a déclaré que l'en-

thousiasme des jeunes, qui ont bénéficié de parcelles aux environs de "Recha", accompagnés par les autorités locales, reflète une volonté de défi inspirée de l'expérience du périmètre avoisinant "Radjou", qui porte désormais le titre de "Mitidja des Hauts Plateaux". Dans ce cadre, un des investisseurs du périmètre de "Radjou" a expliqué que certains d'entre eux activaient auparavant dans la plaine de la "Mitidja" dans la wilaya de Blida, et qu'ils ont transféré leur expérience et leurs capacités financières pour investir dans la production fruitière, au début du millénaire actuel, après avoir acheté des terres aux résidents locaux, réussissant ainsi à créer un pôle agricole dont la superficie dépasse actuellement les 990 hectares et fournissant 1.600 emplois permanents et saisonniers aux jeunes de la région, tout en s'appuyant sur des technologies avancées. L'oléiculture occupe le premier rang dans ce pôle, avec une superficie dépassant les 390 ha, suivie de la culture des pêches de toutes sortes sur une superficie de 275 ha, les pommes (125 ha) et les grenades (89 ha), en plus des abricots, poires, prunes et amandes (entre 40 et 15 hectares). En concrétisation de la stratégie de l'Etat pour encourager de tels projets, les autorités locales ont initié la régularisation foncière de 240 hectares et ce, en parallèle avec l'accompagnement des investisseurs dans le domaine du forage de puits et du raccordement au réseau électrique.

Production de fruits et céréales, autre aspect d'un projet agricole intégré

A proximité de ce périmètre, les investisseurs locaux ont préféré produire divers types de légumes sur une superficie de 2.063 hectares, notamment des oignons sur une superficie de 1.000 ha, permettant à la wilaya de Tiaret d'occuper le premier rang au niveau national

dans cette production, depuis des années, où la quantité a dépassé la saison écoulée les 90.000 tonnes. Des quantités importantes de pommes de terre, potirons, poivrons, haricots et autres tomates sont également produites, ce qui a incité un promoteur privé à réaliser un complexe de stockage et de froid dans la zone d'activités de la commune de Hamadia, sur une superficie de 4.500 mètres carrés, à titre d'installation complémentaire à ce grand projet agricole. Alors que la production de fruits et légumes connaît une expansion croissante dans la commune de Rechaïga, la production de céréales est considérée comme une agriculture "autochtone", avec l'exploitation d'environ 27.932 hectares de manière conventionnelle, notant qu'une superficie de 570 ha est exploitée en s'appuyant sur l'irrigation d'appoint pour les saisons, fournissant un rendement équivalent à 50 quintaux à l'hectare. Les autorités locales œuvrent à ouvrir les portes aux investisseurs, en proposant les autres périmètres, à l'instar celui de Recha, aux grands promoteurs sur une superficie de 21.000 ha, où 27 bénéficiaires exploitant 1.730 ha ont été stabilisés et 32 autres seront placés à l'avenir, outre le périmètre "Ibn Hamad" s'étendant sur une surface de 200 ha en faveur des jeunes. Les responsables de cette collectivité locale tentent à conférer une dynamique supplémentaire à l'activité agricole, en activant le rôle du marché de fruits et de légumes qu'elle possède, en louant et en investissant dans les chambres froides à l'intérieur de cette structure. Cet important espace commercial couvre une superficie de 4 hectares et comprend 74 locaux commerciaux, en plus d'autres structures, notamment une cafétéria, un restaurant et un bâtiment apte à servir de succursale bancaire, a fait savoir le P/APC de Rechaïga.

LE B DE BAT, ALIBABA ET TENCENT

Le quitte ou double de Baidu, le moteur de recherche chinois

Cet automne, Robin Li a fait le tour des estrades de toute la Chine avec un message à l'intention des entrepreneurs, des patrons et des fonctionnaires : arrêtez de construire de grands modèles de langage à partir de discours, le fondateur de Baidu a déclaré ses rivaux potentiels qu'il ne servait rien de mettre au point leur propre technologie d'intelligence artificielle générative capable de produire en quelques secondes des textes, des codes et des images semblables à ce qu'un être humain est capable de

Au cours de la dernière décennie, Baidu s'est essayé à tout, de l'e-commerce à la création d'un système d'exploitation mobile, avant de battre en retraite face à l'assaut des nouveaux arrivants. Il les a exhortés à créer des applications pour les modèles existants, tels qu'Ernie, créé par son entreprise. Dans chacun de ses discours, Robin Li a également constaté avec regret que le nombre de ses concurrents augmentait, passant d'environ 70 grands modèles en septembre à 238 en novembre. Les difficultés internes du groupe Cette intensification de la concurrence menace une fois de plus les ambitions du moteur de recherche chinois dans le domaine des technologies émergentes. Au cours de la dernière décennie, Baidu s'est essayé à tout, de l'e-commerce à la création d'un système d'exploitation mobile, avant de battre en retraite face à l'assaut des nouveaux arrivants. "C'est le moment ou jamais", a déclaré un ingénieur de la grande équipe de Baidu chargée des modèles de langage. "La réussite ou l'échec d'Ernie jouera un rôle décisif dans l'avenir de l'entreprise." Le 'Financial Times' s'est entretenu avec plus d'une douzaine d'anciens et actuels employés de Baidu. Tous ont déclaré que les problèmes liés à la direction de Robin Li et à la culture de l'entreprise avaient contribué à mettre le groupe en difficulté dans ses tentatives pour s'insérer dans de nouveaux secteurs d'activité au cours de la dernière décennie. Beaucoup ont loué le dévouement de Robin Li pour faire avancer les technologies et son éthique de travail, mais ils ont aussi déclaré que Baidu manquait de concentration et de persévérance sur les produits et était en proie à un turnover élevé, en particulier parmi ses employés les plus talentueux – des problèmes qui menacent ses efforts naissants dans le domaine de l'IA générative. Certains ont ajouté que la présence de l'épouse de Robin Li, Melissa Ma, au sein de l'entreprise était problématique pour les subordonnés.

Le rôle ambigu de Melissa Ma

L'entreprise a repoussé nos sollicitations d'interview de Robin Li ou de Melissa Ma. En réponse à une demande de commentaire sur des points détaillés avant publication de notre article, Baidu a déclaré que celui-ci "présente une image fortement biaisée et inexacte de l'entreprise et de son CEO". Le groupe a averti qu'il ne pouvait pas commenter d'affirmations émanant de personnes anonymisées, car il lui était impossible de "vérifier leurs affirmations ou d'identifier les préjugés personnels qui pourraient biaiser leurs récits". Baidu correspondait autrefois au "B" de "BAT", aux côtés d'Alibaba et de Tencent, l'acronyme synonyme de Big tech en Chine. Mais au cours de la dernière décennie, les revenus de ses deux rivaux ont explosé, tandis que les ventes de Baidu n'ont que légèrement progressé. Il y a environ cinq ans, Melissa Ma est revenue pour aider

à redresser la barre. Officiellement nommée assistante spéciale de son mari, son autorité au sein de l'entreprise a rapidement dépassé ce modeste intitulé de poste. Aujourd'hui, elle est impliquée dans les investissements, la gestion des talents et le recrutement, selon des personnes qui connaissent bien l'entreprise. Les documents déposés par Baidu auprès de la SEC (Securities and Exchange Commission) indiquent que Melissa Ma a reçu environ 1,7 million de dollars par an en moyenne sous forme de rémunération en actions depuis son retour au sein de l'entreprise. Elle est également le deuxième actionnaire en termes de droits de vote et a vendu pour plus de 500 millions de dollars d'actions depuis 2020, selon les données fournies par l'institut Washington Service. Baidu, sans fournir de précisions, a déclaré que les détails que le 'Financial Times' a transmis à l'entreprise au sujet de Melissa Ma comprenaient "de nombreuses erreurs de fait". La société a déclaré qu'elle fournissait des services de conseil au département des ressources humaines, mais qu'elle n'était pas impliquée dans les opérations quotidiennes et ne faisait pas partie de la direction principale de l'entreprise. "Suggérer que Melissa Ma est un haut cadre de Baidu sur la base de sa rémunération en actions est une erreur", a ajouté Baidu. Plusieurs membres du personnel ont déclaré que la relation entre les deux époux avait parfois compliqué la prise de décision. "C'est comme s'il y avait deux factions, a déclaré un employé. Parfois, ils ne sont pas d'accord l'un avec l'autre et un rapport de force se met alors en place." Changements de cap à répétition Le retour de Melissa Ma a également contribué à la sortie de l'une des recrues vedettes de Baidu : Lu Qi, un expert en IA que Robin Li a débauché de Microsoft en 2017 pour diriger les opérations quotidiennes de l'entreprise en tant que président et directeur d'exploitation, selon deux personnes familières du sujet. Lu Qi "n'arrivait pas à savoir avec qui traiter, si c'était Robin ou Melissa qui était le patron", a déclaré l'une de ces personnes. Il a quitté l'entreprise 16 mois après son arrivée. Baidu a déclaré que Lu Qi était parti "pour s'occuper d'une affaire familiale personnelle". Lu Qi n'a pas répondu à notre demande d'interview. Depuis 2017, plus de 20 hauts cadres de niveau vice-président ou supérieur sont passés par l'entreprise, selon une étude du 'Financial Times' sur les départs rendus publics. Baidu a déclaré qu'elle "croit en la possibilité pour chaque individu talentueux d'atteindre son plein potentiel", et que "c'est cette culture forte et responsabilisante qui nous a aidés à retenir une grande partie de nos principaux talents pendant de longues périodes". Les hésitations stratégiques ont eu raison de nombreux objectifs commerciaux de Baidu. Un ancien cadre moyen a attribué les fréquents changements de cap de la société à la préoccupation de Robin Li pour la technologie plutôt que la génération de revenus. Faisant référence à plusieurs projets lancés par Baidu, ce cadre souligne que "lorsque [Li] voyait qu'on ne tirait pas un avantage important d'une technologie, il estimait qu'il

ne s'agit plus que d'une simple activité commerciale et s'en désintéressait". L'entreprise est maintenant en train de revoir ses ambitions pour son unité de conduite intelligente, qui est confrontée à des vents contraires en matière de réglementation et à un marché de plus en plus bouché.

Abandon de la voiture autonome au profit d'Ernie

Ces dernières années, Baidu a annoncé à plusieurs reprises le lancement de robotaxis "sans conducteur" dans des villes telles que Pékin et Wuhan, mais les autorités chinoises exigent toujours que des conducteurs humains surveillent à distance chaque trajet, ce qui compromet le business model de la flotte de taxis autonomes. Au cours de l'été, lorsque le 'Financial Times' a visité le centre de conduite autonome du groupe à Pékin, des contrôleurs de sécurité à distance étaient assis dans ce qui ressemblait à des simulateurs de conduite de jeux d'arcade, prêts à appuyer sur le frein ou à reprendre le volant pour passer outre le logiciel de conduite autonome de Baidu. Le projet de voiture électrique du groupe a également connu un coup d'arrêt à l'automne, lorsque Baidu a été contraint de renommer son premier véhicule grand public et d'en céder le contrôle à son partenaire Geely afin d'obtenir l'autorisation réglementaire d'en lancer la production. Baidu espère que la voiture suscitera l'intérêt d'autres constructeurs automobiles pour son logiciel de conduite autonome. Robin Li s'étant tourné vers les grands modèles de langage, les licenciements ont entraîné une réduction des effectifs et plusieurs cadres de la section automobile ont quitté l'entreprise. En novembre, Robin Li a réaffecté Li Zhenyu, responsable de longue date de l'unité, à un rôle tournant d'assistant personnel et président d'un "comité d'éthique technologique". "Les ressources sont réaffectées à Ernie", a déclaré une personne proche du projet de voiture autonome. Deux employés ont assuré que ce transfert concernait également un grand nombre des membres de l'équipe dédiée aux puissantes puces Nvidia nécessaires au fonctionnement des voitures sans chauffeur [entreprise chinoise, Baidu ne pourra bientôt plus acheter les cartes graphiques dédiées à l'IA de l'américain Nvidia, ndt]. La détermination de Robin Li à faire de Baidu un géant de l'IA s'est révélée il y a au moins dix ans, lorsqu'il a amené son groupe à faire une offre pour DNNresearch, une start-up fondée par le pionnier de l'IA Geoffrey Hinton. Ce dernier l'a finalement vendue à Google. Les biais occidentaux d'Ernie dans le viseur des régulateurs chinois Pourtant, bien que Baidu et Google aient passé une décennie à investir dans l'IA, ils ont été pris au dépourvu lorsque OpenAI, soutenue par Microsoft, a lancé ChatGPT en novembre 2022. Après avoir fait travailler son personnel 24 heures sur 24 pendant des semaines, Baidu a lancé Ernie en mars dernier. Des dizaines

de milliers de personnes se sont alors inscrites sur une liste d'attente pour tester le premier chatbot d'IA générative chinois. Mais Baidu a rapidement dû rétro-pédaler, devant expliquer pourquoi Ernie avait généré l'image d'un "chat patriotique" paré d'un drapeau américain ou cité les conclusions des services de renseignement américains pour affirmer que les produits Huawei étaient dotés de "portes dérobées" [ou 'backdoors', c'est-à-dire un accès tenu secret vis-à-vis de l'utilisateur légitime aux données contenues dans un logiciel ou sur un matériel, ndt]. Le problème provenait des quantités de données que l'équipe de Baidu introduisait dans les modèles d'Ernie. Des employés ont reconnu qu'une grande partie du contenu était en anglais et provenait de bases de données occidentales open source. Certains membres du personnel de Baidu craignaient que le chatbot ne franchisse par inadvertance les limites imposées par la Chine en matière de liberté d'expression, en particulier après que la puissante autorité de régulation du cyberspace du pays a publié de nouvelles règles exigeant que le contenu généré "incarne les valeurs socialistes fondamentales" et stipulant que les entreprises technologiques seraient tenues pour responsables du résultat. Le personnel de Baidu a écrit à l'autorité de régulation pour faire pression afin que les groupes technologiques ne soient pas tenus pour responsables des contenus générés par l'IA. Un employé a déclaré que Baidu utilisait désormais d'autres modèles internes pour vérifier le contenu généré par Ernie. Depuis le mois de mars, Baidu a publié une série de mises à jour, dont la plus récente est Ernie 4.0, qui, selon Robin Li, est comparable à GPT-4 d'OpenAI. Une certaine vision de l'avenir Mais les concurrents locaux rattrapent rapidement leur retard. En novembre, SuperCLUE, un indice de référence établi par un groupe d'experts en IA qui évalue les modèles fondamentaux utilisant le chinois, a classé Ernie 4.0 quelques points seulement devant les modèles rivaux de Tencent et d'Alibaba. En novembre, Robin Li a déclaré aux investisseurs de Baidu que la réserve de puissantes puces d'IA américaines que possède le groupe essayait sa domination du secteur et a prédit que la difficulté d'obtenir des semi-conducteurs, des données et des talents conduirait bientôt à une consolidation de l'industrie. "Nous pensons qu'il n'y aura que quelques modèles fondateurs sur le marché et Baidu sera certainement l'un d'entre eux", a-t-il déclaré. Il prévoit que des "millions" d'applications devraient finalement être créées à partir d'Ernie, par des entreprises extérieures qui paieront chaque fois que leurs utilisateurs exécuteront des requêtes. Baidu estime avoir "réussi" sa transition d'une société fournissant des services d'information à une société leader dans le domaine de l'IA, ajoutant que "des changements stratégiques comme ceux-là demandent du courage, de la vision, et surtout du temps".

RYAN MCMORROW, QIANER LIU, NIAN LIU ET ELEANOR OLCOTT, FT
Source : THE ECONOMIST

MAURITANIE
Pose de la première pierre pour la construction de trois complexes à Kiffa

Le délégué général à la Solidarité nationale et à la Lutte contre l'Exclusion " Taazour ", M. Hamoud Ould M'hamed a présidé, hier à Kiffa, la cérémonie de pose de la première pierre pour la construction de trois complexes dans la ville, et a visité la citée "Dari Sekeni" exécutée par la délégation. Ces complexes, qui seront réalisés avant le début du mois du Ramadan dans les quartiers de Seguetar, Sonader et El Matar, comprennent des boutiques qui disposent de tous les produits alimentaires et des espaces de loisir comme les salles d'exposition, de formation et des cafés pour les jeunes. Dans son intervention, Le délégué général a déclaré que ces réalisations ciblent les zones où des poches de pauvreté ont été observées afin de soutenir leurs populations vulnérables et leurs jeunes, soulignant des complexes similaires ont déjà été lancés dans les quartiers de Toujounine, Ryad, Dar Naim et Sebkhâ à Nouakchott. La cérémonie s'est déroulée en présence du wali de l'Assaba, M. Abderrahmane Ould El Hassen, du hakem mouçaïd de la moughataa de Kiffa, M. Mohamed Dadah Ould Ahmed Salem, de la vice-présidente du conseil régional de l'Assaba, Mme Tahya Brahim Boucef et du maire adjoint de la commune de Kiffa, M. Yeslem Ould Beyane.

COMPLÉMENTS ALIMENTAIRES

Une aubaine pour l'économie tunisienne

Le marché des compléments alimentaires se développe en Tunisie et il est devenu référence dans toute l'Afrique. Le secteur compte 120 laboratoires en Tunisie et des compléments générant environ 60.000 emplois directs et indirects.

Aujourd'hui, les compléments alimentaires séduisent un public plus large. D'après une déclaration faite par Bayrem Fekih, directeur de la promotion médicale de la Conect, en mai dernier, pour un site électronique, le marché des compléments alimentaires est d'autant plus développé en Tunisie qu'il est devenu une référence dans toute l'Afrique. « Depuis 2010, le secteur des compléments alimentaires a fait un boom et génère 600 millions de dinars pour l'Etat tunisien », avait précisé le responsable. La même source fait savoir que le secteur compte 120 laboratoires en Tunisie fabriquant des compléments générant environ 60.000 emplois directs et indirects. Selon un rapport publié fin 2022, sur les 20 premiers sites tunisiens de commerce électronique, « Top 20 du e-commerce », le deuxième site est spécialisé dans la vente des produits de parapharmacies et des compléments alimentaires. Dans ce contexte, Fatma Zahra Barani, ancienne footballeuse dans plusieurs équipes et actuellement coach des équipes junior «La Palme Sportive de Tozeur», nous donne une idée sur ces produits. «Un complément

alimentaire est un produit consacré à compléter le régime alimentaire normal. Ces compléments peuvent être efficaces pour les sportifs. Ils aident à prévenir certaines carences. Par conséquent, ces compléments alimentaires sont devenus des compagnons essentiels pour les athlètes et les amateurs de fitness », précise Fatma.

Des consommateurs attentifs à leur alimentation

Selon elle, le marché des compléments se présente comme une aubaine pour la Tunisie, puisque cette conviction a aidé à faire naître une économie fructueuse. « Les renseignements sur le marché des compléments en 2022 prouvent que la pandémie du Covid-19 a eu une répercussion positive sur les ventes. Cette augmentation est due au fait que de nombreuses personnes consomment des compléments alimentaires pour améliorer leur nutrition. La demande de compléments alimentaires a augmenté en raison de la recherche de solutions pour combler d'éventuelles lacunes nutritionnelles », indique la sportive. Les consomma-

teurs sont de plus en plus attentifs à leur alimentation et cherchent des moyens d'améliorer leur bien-être général. En Tunisie, la réglementation des compléments alimentaires est sous la responsabilité du ministère de la Santé. Si le marché est contrôlé, il reste, tout de même, révoquant pour plusieurs utilisateurs. « On doit noter évidemment la prolifération des poudres dites protéinées notamment vendues, souvent de manière illégale, dans les salles de sport et qui sont destinées aux personnes pratiquant la musculation. Le trafic dans ce marché est observé à l'œil nu », explique Fatma. Protéines en poudre, Bcaa, créatine et autres suppléments spécifiques sont utilisés pour optimiser les performances, accélérer la récupération et soutenir la croissance musculaire. « Parmi les compléments alimentaires les plus utilisés on trouve le magnésium, la vitamine D végétale, le collagène... D'abord, ces produits représentent une haute qualité et ils sont d'une grande valeur biologique. Ces compléments existent sous différentes formes : comprimés, poudre, ampoules ou tisanes », poursuit Fatma.

ÉGYPTE

Longitude Engineering recrutée pour des travaux d'ingénierie sur la concession West Delta Deep Marine

En septembre 2022, les parties prenantes du bloc gazier West Delta Deep Marine (WDDM) avaient attribué un contrat d'ingénierie à un consortium comprenant Bechtel Enppi et Petrojet. Longitude Engineering, une filiale de la société de conseil en énergie et environnement marin ABL Group, a an-

noncé mercredi 24 janvier qu'elle a décroché un marché de fourniture de services dans le cadre de la phase X des activités de développement prévues sur la concession pétrogazière West Delta Deep Marine (WDDM) située en Égypte, au large du delta du Nil. Le projet devrait impliquer la mise en service de trois puits

en mer avec pour objectif opérationnel d'augmenter la capacité de production du site. À cet effet, l'entreprise est notamment chargée de concevoir de manière détaillée le trajet des câbles sous-marins, ainsi que des dispositifs de connexion (jumpers) nécessaires à l'opérationnalisation des puits.

Aucune information précise n'a été communiquée concernant le coût de la réalisation de ces opérations stratégiques pour l'approvisionnement en gaz du marché intérieur égyptien. La concession est opérée par Burul-Gas Company, une joint-venture entre EGPC (50 %), BG Egypt (25 %) et Petronas (25 %).

AVEC UNE CROISSANCE DU PIB DE 3,3 % ENTRE JANVIER ET SEPTEMBRE 2023

Dubaï poursuit son essor économique

Dubaï a enregistré une augmentation de 3,3 % de son produit intérieur brut (PIB) réel au cours des neuf premiers mois de 2023, démontrant une fois de plus sa force économique, sa résilience et son solide potentiel de croissance. Cette réalisation reflète les stratégies de développement durable de la ville et son dynamisme continu en tant que puissance économique mondiale de premier plan. Des pôles touristiques animés aux réseaux de communication basés sur la technologie, le paysage économique de Dubaï illustre la profondeur et la nature étendue de sa diversification. Les activités d'hébergement et de restauration ont connu une croissance remarquable de 11,1 %, renforçant ainsi la

position de Dubaï en tant que leader mondial du tourisme. Les services de transport et de stockage ont suivi, avec une hausse de 10,9 %, soulignant le rôle de l'émirat en tant que plaque tournante logistique internationale de premier plan. Le secteur de l'information et des communications, avec une augmentation de 4,4 %, confirme l'engagement de Dubaï à adopter les technologies de pointe et à favoriser une économie du savoir florissante. Cette croissance multifacette dans divers secteurs fournit une preuve supplémentaire de la stabilité et de l'adaptabilité économiques de Dubaï. Réfléchissant aux données économiques récemment publiées par l'émirat, le prince héritier de Dubaï et président du Conseil exécutif de

Dubaï, a salué l'attractivité économique continue de Dubaï. « La croissance économique soutenue de Dubaï témoigne de la vision et des directives stratégiques du vice-président, premier ministre et dirigeant de Dubaï, a déclaré « Ce succès est le résultat d'une collaboration harmonieuse entre tous les acteurs économiques de Dubaï, y compris ses secteurs public et privé. Il est, également, le reflet du climat économique favorable de Dubaï, de sa solide infrastructure de classe mondiale, de ses réglementations favorables aux entreprises et de son profond réservoir de talents qui, ensemble, attirent constamment un large éventail d'investisseurs et d'entrepreneurs des quatre coins du monde ».

Il a, en outre, noté que les derniers chiffres de croissance dressent un tableau clair des progrès réalisés vers les objectifs ambitieux de l'Agenda économique de Dubaï D33, qui vise à doubler la croissance économique de la ville et à en faire l'une des trois premières économies urbaines du monde d'ici 2033. « Pour maintenir cette trajectoire de croissance, nous nous efforçons de renforcer nos partenariats stratégiques et d'améliorer davantage nos cadres d'innovation, d'investissement et d'entreprise, renforçant ainsi la position de Dubaï en tant que pôle économique mondial de premier plan au cours de la décennie à venir », a-t-il ajouté.

RWANDA

La production de lait frais a franchi la barre du million de tonnes en 2023

Au Rwanda, l'industrie laitière est l'une des plus dynamiques au sein du pays. Les formes publiques et les investissements privés réalisés depuis les années 2000 continuent de porter leurs fruits.

Au Rwanda, la production de lait frais s'est établie à 1 061 301 tonnes en 2023, signant un nouveau record pour la filière. C'est ce qu'indique le ministère de l'Agriculture et des Ressources animales dans son rapport annuel sur le secteur agricole. Ce volume est en hausse de 6,1 % par rapport au stock de 999 976 tonnes collecté au cours de l'année précédente. Cette nouvelle performance de l'appareil productif confirme la dynamique de croissance observée au sein de l'industrie laitière depuis quelques années. D'après les données officielles, la production de lait au Rwanda n'a cessé de croître, passant de 121 400 tonnes en 2005 à 372 600 tonnes en 2010 puis 891 326

tonnes en 2020. Pour expliquer cette percée de l'industrie locale, Solange Uwituze, directrice générale adjointe en charge du développement des ressources animales au sein de l'Office rwandais de Développement de l'agriculture et des ressources animales (RAB), évoque notamment diverses interventions menées par les autorités qui ont permis de stimuler le secteur. « Il s'agit entre autres de la promotion de la pratique du zéro pâturage [consistant à nourrir le bétail à partir de fourrage récolté], la culture et la conservation des fourrages, la collecte et le stockage de l'eau pour le bétail, l'introduction de l'assurance pour le bétail et l'amélioration des pratiques d'élevage des bovins laitiers

», souligne la responsable. À cela s'ajoutent les acquis du programme gouvernemental « One cow per family » connu localement sous le nom de « Girinka ». Ce programme mis en œuvre depuis 2006 a permis « l'introduction dans les élevages, de races bovines améliorées très productives par rapport aux races locales », ajoute pour sa part André Rwayitare, directeur général du fabricant local de produits laitiers, Ingabo Dairy, qui se confie au quotidien local The New Times. Les données du RAB indiquent d'ailleurs que le cheptel bovin du Rwanda se compose actuellement de plus de 1,64 million de têtes d'animaux, dont seulement 16 % de races locales.

LE FORUM « INVEST IN BOUAKÉ »

Un bilan prometteur pour l'économie locale avec à la clé 60 000 emplois

L'élan de développement économique de Bouaké a été soutenu par le forum "Invest in Bouaké", qui s'est tenu les 25 et 26 janvier 2024 en Côte d'Ivoire. « Nous voilà enfin au forum économique 'Investir à Bouaké', véritable rampe de lancement de notre projet Bouaké Nouveau, visant à redonner à notre belle cité, son lustre d'antan, » a déclaré Amadou Koné, Premier Magistrat de Bouaké, incarnant l'esprit du forum qui sert de catalyseur au renouveau économique de la ville.

Le forum a marqué une étape significative dans la matérialisation de la vision de la municipalité, attirant investisseurs et partenaires pour concrétiser une série d'ambitieux projets. « Investir à Bouaké vise à créer des richesses par l'investissement ; créer des emplois pour les jeunes par la création d'industries ; encourager les activités génératrices de revenus et de développement de divers secteurs d'activités » a souligné le maire, réitérant l'engagement de la ville à stimuler la crois-

sance économique et l'emploi local. La signature d'un mémorandum d'entente avec la société United Aryan pour l'implantation d'une unité de textile et d'habillement intégrée, avec à la clé la création de 30 000 emplois directs et autant d'emplois indirects, illustre la portée du forum. Cet accord de 350 millions de dollars est un jalon dans l'objectif du Plan National de Développement 2021-2025, et témoigne de l'attrait de Bouaké en tant que destination d'investissement privilégiée.

Le "Invest in Bouaké" s'est révélé être un succès retentissant, traduisant la volonté des acteurs économiques à participer à la transformation de Bouaké en un centre agroéconomique et cosmopolite dynamique. Avec le soutien indéfectible du Président Alassane Ouattara et l'engagement continu du gouvernement à promouvoir la stabilité et la sécurité, Bouaké se positionne fermement comme un hub économique clé en Côte d'Ivoire et dans la région UE-MOA.

CAMEROUN

Le constructeur automobile indien Ashok Leyland projette d'implanter une usine d'assemblage

Entreprise phare de Hinduja Group, Ashok Leyland est l'un des principaux constructeurs automobiles en Inde, produisant notamment des autobus, véhicules industriels et véhicules commerciaux légers. Elle compte parmi ses clients des compagnies de transport public dans certains pays africains comme la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Sénégal et le Nigeria. Le conglomerat indien Hinduja Group a annoncé son intention de développer ses activités au Cameroun, notamment dans le secteur automobile. L'annonce a été faite par son DG, Amit Kimar, lors d'une réunion de travail mardi dernier avec des maires camerounais. Kimar a déclaré que le groupe prévoit d'étendre ses activités dans le pays principalement par le biais de sa filiale Ashok Leyland, spécialisée dans la construction de

véhicules industriels et d'autobus. Le conglomerat envisage notamment la mise en place d'une usine d'assemblage de véhicules au Cameroun. Cette ambition s'aligne avec la vision du gouvernement camerounais, qui souhaite développer une industrie automobile dans le pays. La loi de finances 2024 prévoit d'ailleurs un abattement de 50 % sur la valeur imposable des pièces de véhicules importées par les entreprises de fabrication et de montage automobile. Au Cameroun, le groupe indien propose de travailler avec les collectivités territoriales décentralisées (CTD) pour développer un système de transport interrégional par autobus. Il propose une solution de transport complète, qui va de la production à l'utilisation et à la maintenance des bus. Cette offre est présentée comme une solution aux difficul-

tés que le pays rencontre dans le secteur des transports interurbains et inter-États pour la sous-région Afrique centrale. Un mémorandum d'entente (MoU) a été signé entre les deux parties et un « modèle privé » de transport a été adopté. Les études seront conduites à l'échelle communale avec l'appui institutionnel des sectorielles concernées, précise Investir au Cameroun. « Nous avons eu cette séance de travail pour voir comment nous pouvons monter un projet interrégional en matière de transport et même de transport urbain. Nous avons eu la première réunion et dans les prochains jours, nous allons avoir des réunions techniques. Après quoi, nous présenterons le projet au gouvernement pour évaluation », a déclaré Armand Ongolo, le maire d'Evoloua (Centre).

BANQUE

La BAD et Attijari Europe signent un accord de partage de risques de 100 millions d'euros

La Banque africaine de développement et Attijariwafa bank, filiale européenne du groupe Attijariwafa bank, ont signé, le 25 janvier 2024 à Casablanca, un accord de partage de risques de 100 millions d'euros pour renforcer le financement du secteur privé et promouvoir le commerce africain. L'accord de partage de risques devrait catalyser près de 500 millions d'euros d'échanges commerciaux en faveur d'entreprises opérant dans plus de vingt pays africains. Il permettra de diversifier la capacité de production des pays, de renforcer leur compétitivité, de générer des recettes fiscales additionnelles et de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Ce partenariat permettra à Attijariwafa bank de financer, à plus grande échelle, les entreprises des secteurs de la santé, de l'agriculture et l'agroalimentaire, des énergies renouvelables, des télécommunications et des services. Sont concernées en particulier les entreprises dirigées par des femmes et porteuses de projets de développement durable. « En unissant nos forces avec Attijariwafa bank, nous ne partageons pas seulement des risques. Nous faisons naître de nouvelles opportunités pour celles et ceux qui entreprennent et se projettent en Afrique », s'est félicité le directeur général de la Banque africaine de développement pour l'Afrique du Nord, Mohamed El Azizi. « Nous voulons rompre l'isolement financier du continent en soutenant des champions africains qui pourront renforcer l'inclusion financière des entreprises et les aider à se déployer sur le continent », a renchéri le responsable-pays de la Banque pour le Maroc, Achraf Tarsim. « Le groupe Attijariwafa bank est engagé depuis plus d'une décennie en faveur du développement du continent africain dans un esprit de croissance solidaire et inclusive. Avec le partenariat mis en place entre la Banque africaine de développement et Attijariwafa bank Europe, notre Groupe consolide sa position en tant qu'acteur majeur dans le renforcement du tissu économique africain et contributeur important dans la dynamisation et le développement des échanges Nord-Sud », a souligné l'administrateur directeur général d'Attijariwafa bank Europe, Younes Belabed.

LE POINT HEBDO DE L'INVESTISSEUR

Cinq des sept magnifiques en piste

Malgr quelques d ceptions au niveau des r sultats trimestriels, la semaine s’ach ve sur une note clairement hauss places financi res. Wall Street poursuit sa course aux records, port e par une conomie am ricaine robuste et la p baisses de taux imminentes. L’Europe profite du statu quo de la BCE, avec la d c l ration de l’inflation et des bon des poids lourds tandis que l’Asie reprend quelques couleurs, apr s l’annonce de nouvelles mesures de soutien en Ch pour le risque reste donc intact m me si la volatilit tend augmenter.

Tops / Flops de la semaine

TOPS
Corbion (+21) : Le groupe agroalimentaire néerlandais annonce vendre son activité d'émulsifiants à la société de capital-investis- sement américaine Kingswood Capital Ma- nagement pour 362 millions de dollars, pour se concentrer sur ses activités de fermenta- tion. Notons que la capitalisation de Corbion s'élève tout juste au-dessus du milliard d'e- uros.
Imerys (+20%) : Le spécialiste français des minéraux industriels bénéficie d'une recom- mandation favorable d'Oddo BHF. L'analyste, qui a relevé son objectif de cours sur le titre de 55 à 67 euros, estime que la société de- vrait, en 2024 et dans les années à venir, tirer grandement profit de ses investissements dans le quartz, minéral utilisé notamment dans les industries du solaire, de l'optique de précision et des semi-conducteurs. De quoi redorer le parcours de l'action, qui avait cédé plus de 22% en 2023.
Lonza (+18%) : Le fabricant suisse de médi- caments a rassuré le marché. Il publie des ventes et des marges supérieures aux prévi- sions pour 2023, et confirme son objectif de marge pour 2024, autour des 20%. Les inves- tisseurs se réjouissent également de la nomi- nation de Jean-Marc Huët, président d'Heineken, à la présidence de l'entreprise, en remplacement d'Albert Baehny, qui assu- rait cette fonction en intérim. Un retour en grâce pour le groupe, qui avait perdu en 2023 un juteux contrat avec Moderna.
Kindred Group (+18%) : L'opérateur suédois de jeux d'argent en ligne, propriétaire du cé- lèbre site Unibet, a reçu une offre publique de rachat de la part de La Française des Jeux. La FDJ propose 130 couronnes suédoises par action, pour une valeur d'entreprise de 2,6 milliards d'euros. Le marché salue le bien fondé de l'opération, qui créera un acteur eu- ropéen d'ampleur, solide financièrement et bien diversifié. Le titre de Kindred s'octroie +31% depuis le début de l'année, et son ac- quéreur +13%.
Netflix (+16%) : Netflix a battu en brèche les doutes du marché sur sa croissance. Le géant américain du streaming dévoile des revenus trimestriels en hausse de 12,5%, poussés par une augmentation du nombre d'abonnés de 12,8%, pour s'établir à 260 millions. Le groupe se targue d'un résultat d'exploitation qui a quasiment triplé sur un an, à 1,49 mil- liard de dollars, et d'un bénéfice net qui ex- pose sur la période, passant de 55 millions de dollars à 938 millions.
ASML (+16%) : Sans surprise, le spécialiste néerlandais des semi-conducteurs surfe sur la vague haussière de l'IA. Porté par un car- net de commandes beaucoup plus élevé qu'attendu, le titre a atteint un record histo- rique, à 794.8 euros au moment où j'écris ces lignes. Le bénéfice net et le résultat opéra- tionnel sont en hausse, tout comme les reve- nus, en augmentation de 12.5% sur le trimestre.

FLOPS
Archer Daniels Midland (-25%) : Pataquès chez le géant américain de l'agroalimentaire. La société a déclaré suspendre son directeur financier Vikram Luthar après qu'une en- quête a été lancée sur ses pratiques comptab- les dans le segment nutrition. Elle a aussi annoncé retarder la publication de ses résul- tats pour le quatrième trimestre et l'année 2023. Dans la foulée, plusieurs bureaux d'analyse ont dégradé leur recommandation et abaissé leur objectif de cours sur le titre.

Tesla (-14%) : Plusieurs vecteurs de baisse pour le champion de l'automobile électrique. Le groupe a publié des résultats inférieurs aux attentes pour le quatrième trimestre, manqué le consensus sur la croissance des ventes et signé un bénéfice non GAAP en repli sur un an. Le constructeur annonce également rappeler 200 000 véhicules aux Etats-Unis pour un problème logiciel affec- tant les rétroviseurs, moins de deux mois après un rappel d'ampleur. Les propos ti- mides du management sur les perspectives 2024 et ceux de Morgan Stanley sur une chute de sa rentabilité à venir ont fini d'en- foncer le clou.
Humana (-11%) : Le groupe américain d'as- surance-santé déçoit. Après avoir enregistré une perte inattendue au quatrième trimestre en raison de la hausse des coûts médicaux, la société a dévoilé des perspectives peu ré- jouissantes pour 2024, entrevoyant notam- ment des bénéfices en baisse et bien en-deçà des attentes des analystes. Notons que le titre de la société, qui blâme le programme Medi- care pour ses piètres performances, a cédé un tiers de sa valeur depuis la fin octobre.
Belimo Holding (-7%) : Le spécialiste helvète des appareils de ventilation, de chauffage et de climatisation a dévoilé un chiffre d'affaires annuel en hausse, mais inférieur au consen- sus des analystes, et une marge d'exploitation en repli d'une année sur l'autre. Le groupe pâtit de l'inflation, du renchérissement du franc suisse et de la remontée des taux.
JDE Peet's (-5%) : Le groupe néerlandais spé- cialisé dans le café et le thé (qu'on connaît mieux à travers ses marques grand public Senseo, Tassimo ou encore Grand'Mère), n'en finit pas de plonger. Il subit coup sur coup l'inflation, la hausse des prix du café, une dette élevée (qui doit s'alourdir avec la hausse des taux d'intérêt), et le cruel manque d'intérêt du marché pour ses actions. Ce cer- cle vicieux lui vaut de figurer de nouveau cette semaine dans notre sériee "Fallait pas l'inviter", où vous pourrez en apprendre plus sur l'histoire de ce groupe, qui cède plus de 30% depuis ses plus hauts de 2022, et plus de 42% depuis ses plus hauts historiques.

Matières premières

Energie : Des données économiques posi- tives et une situation toujours hostile en mer Rouge ont soutenu les cours du brut. Preuve en est, le Brent est parvenu à dépasser la barre des 80 USD le baril. L'économie améri- caine a progressé plus que prévu au qua- trième trimestre, une vigueur également confirmée par les PMI de janvier, qui sont ressortis supérieurs aux attentes des écono- mistes. Toujours aux Etats-Unis, les stocks hebdomadaires ont chuté de manière specta- culaire par rapport au consensus (-9,2 mil- lions versus un consensus de -1,2 million), ce qui a également contribué à ce retournement des cours à la hausse. Le Brent s'échange au- tour de 81 USD tandis que son homologue américain, le WTI, s'achète autour de 76,50 USD. En Europe, le gaz naturel reste orienté à la baisse, à précisément 27 EUR/MWh pour la référence néerlandaise.
Métaux : L'ambiance est au rebond pour les métaux industriels, qui mettent ainsi fin à une longue séquence de baisse. La Chine y est probablement pour quelque chose, elle qui pourrait déployer davantage de mesures de soutien pour son économie. D'autre part, l'Europe hausse le ton contre la Russie et pourrait aller plus loin dans ses sanctions ci- blant l'aluminium russe. La tonne de cuivre progresse à Londres, à 8500 USD, tout

comme l'aluminium qui repasse au-dessus des 2200 USD. Du côté des métaux précieux, rien n'est à signaler. L'or évolue à plat à 2020 USD, une léthargie causée par les doutes des financiers sur le calendrier de la première baisse des taux de la Fed.
Produits agricoles : À Chicago, le cours du maïs reste orienté à la baisse puisque le bois- seau de maïs se négocie toujours autour de 445 cents. Du côté du blé, c'est également neutre même si le boisseau de blé a grignoté un peu de terrain à 610 cents.

Macroéconomie

Ambiance : Une récession, quelle récession ? Cette semaine, la réunion de la BCE a été complètement occultée par les statistiques de l'activité aux Etats-Unis. Il faut dire que la banque centrale a laissé ses taux et son dis- cours inchangés. Outre-Atlantique, le PIB américain est ressorti en hausse de 3.3% sur le quatrième trimestre contre une prévision de 2%, renforçant le scénario d'un atterris- sage en douceur de l'économie. Dans le même temps, les indices PMI manufacturier et des services sont tous les deux de retour en zone d'expansion aux Etats-Unis. Bref, le risque d'une récession se dissipe encore un peu plus. Bilan des courses, le S&P 500 enre- gistre des nouveaux sommets historiques tandis que le rendement du 10 ans américain plafonne sous le seuil des 4.23/25%. L'autre grosse nouvelle de la semaine, ce sont les mesures que la Chine est en train de prendre pour essayer de sortir de l'ornière. Bien malin celui qui sait ce que trame préci- sément Pékin, mais toujours est-il que le choix a été fait de soutenir les marchés finan- ciers plutôt que d'annoncer un plan de re- lance économique plus global. Les indices chinois ont réagi positivement, mais les in-

vestisseurs restent, une fois de plus, un peu sur leur faim.
Crypto : Le bitcoin recule de nouveau cette semaine en se rapprochant des 41 000 dol- lars, en baisse de plus de 1% depuis lundi. De son côté, l'ether souffre bien plus, en reculant de plus de 8% sur la même période et se re- trouve désormais autour des 2 250 dollars. Cette chute de l'ether s'explique en partie par un nouveau report de la décision du gen- darme boursier américain (SEC) sur les ETF au comptant (Spot) d'Ethereum de Grayscale et de BlackRock. En ce qui concerne le bi- tcoin, l'approbation des onze ETF Bitcoin au comptant a enclenché l'effet inverse de celui espéré par une grande partie des investis- seurs. Depuis le 11 janvier, date de l'approba- tion des ETF, le bitcoin a chuté de 15%, et le marché des cryptomonnaies dans sa globalité s'est délesté de quasiment 200 milliards de dollars de valorisation depuis cette date.

Cinq des sept magnifiques en piste

La semaine à cheval entre janvier et février sera extrêmement riche en annonces de ré- sultats, dont cinq des sept magnifiques, ces valeurs technologiques emblématiques. S'il fallait n'en retenir que dix, et c'est déjà com- pliqué, citons aux Etats-Unis Microsoft, Apple, Alphabet, Amazon, Meta Platforms et ExxonMobil, et en Europe Novo Nordisk, Novartis, BNP Paribas, Glencore et Dassault Systèmes. Flûte, en voilà déjà onze. On ne peut pas dire non plus que l'agenda écono- mique est de tout repos, essentiellement à cause des décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale des Etats-Unis (mer- credi) et de la Banque d'Angleterre (jeudi). Il faudra aussi compter sur les chiffres de l'em- ploi aux Etats-Unis en janvier (vendredi). Bon weekend à nos lectrices et à nos lecteurs.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Janvier 2024 Valeur : 29 Janvier 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.3262	134.3412
1	EUR	EURO		146.2275	146.2707
1	GBP	POUND STERLING		170.9420	171.0264
100	JPY	JAPANESE YEN		90.9453	90.9739
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7489	18.7515
1	CHF	SWISS FRANC		155.5962	155.6857
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.3464	99.3942
1	DKK	DANISH KRONE		19.6168	19.6204
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8903	12.8949
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8521	12.8578
1	AED	UAE DIRHAM		36.5703	36.5773
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8175	35.8253
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.6912	436.8820
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.1182	43.5515
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4871	13.4886
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.8177	27.9604
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5368	3.5372
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0769	179.0769

FRANCE

Une croissance de fin 2023 attendue atone, avant un rebond pour 2024 ?

Mardi, l’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) livrera une première estimation de la croissance sur l’ensemble de l’année 2023, attendue autour de 0,8%. Les économistes s’accordent, par ailleurs, sur un rebond de la croissance française en 2024, mais celui-ci ne devrait s’affirmer réellement qu’au deuxième semestre.

Alors que la croissance américaine a dépassé les prévisions pour l’année 2023, les attentes se tournent désormais vers l’Hexagone. La première estimation du PIB français du quatrième trimestre sera dévoilée mardi par l’Insee, la plupart des économistes l’attendant atone, avant un rebond modéré espéré plutôt au deuxième semestre cette année. L’Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) livrera aussi une première estimation de la croissance sur l’ensemble de l’année 2023. Attendu autour de 0,8%, le chiffre annuel de croissance devrait être proche de la prévision de 1% du gouvernement, un objectif que nombre d’économistes jugeaient inatteignable à l’automne 2023, sur fond de forte inflation et de taux d’intérêt montés en flèche. « L’environnement mondial, et donc la demande externe adressée à la France, a été meilleure que ce qu’on craignait », a décrypté mi-janvier à l’Assemblée nationale Olivier Garnier, le chef économiste de la Banque de France. « La désinflation (ralentissement de l’inflation, NDLR) a été un peu plus rapide que prévu (...) et l’investissement des entreprises a été plus résilient, avec aussi plus de dépenses publiques », a-t-il encore fait valoir devant les députés. Pour le seul 4e trimestre, les prévisions de croissance tournent généralement entre 0% (Insee) et 0,2% (Banque de France). De quoi permettre à la France d’échapper à une récession, dont la définition technique correspond à deux trimestres consécutifs de baisse du produit intérieur brut (PIB), le PIB s’étant replié de 0,1% au troisième trimestre. Mais les enquêtes de conjoncture vont « dans tous les sens » en ce moment, avertit l’économiste

d’ING Charlotte de Montpellier. Ainsi, en décembre, l’indice PMI Flash de l’activité donné par le cabinet S&P Global et la banque HCOB pointaient vers une nette dégradation de l’activité et une baisse du PIB de 0,2% au dernier trimestre, au moment même où la Banque de France relevait sa prévision de 0,1% à 0,2%. La rumeur court aussi que les entreprises répondraient moins assidûment qu’avant aux enquêtes d’opinion.

Moral en hausse

Charlotte de Montpellier prédit pour sa part une stagnation fin 2023 et une croissance annuelle de 0,8% avant 0,5% en 2024. Une atonie qui « n’est pas une exception dans la zone euro », dont les prévisions de croissance sont encore plus modestes, souligne sa collègue de Bank of America (BoA) Evelyn Herrmann. L’économiste prévoit une croissance française de 0,1% au quatrième trimestre, de 0,8% en 2023 et de 0,7% cette année. La France ferait ainsi mieux que l’Allemagne, qui pourrait connaître deux années successives de récession. Evelyn Herrmann estime que les déboursments d’aides « rapides et puissants » effectués en France pour compenser l’effet des crises récentes, comme le « bouclier tarifaire » sur les prix de l’électricité ou du gaz, ont pu participer à cette différence. Les économistes s’accordent sur un rebond de la croissance française en 2024. Le « moral des ménages », qui donne un aperçu de l’appétit de consommer des Français - la consommation des ménages représente plus de la moitié du PIB - a en effet progressé en janvier et la

perspective de faire des achats importants s’est inscrite « en nette hausse ». Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, estime que le « moteur de la croissance » en 2024 sera bel et bien « la consommation », en lieu et place des « exportations » en 2023. « C’est un moteur plus régulier et plus sûr », a-t-il détaillé samedi dans une interview à La Tribune Dimanche. Le gouverneur anticipe une croissance en France de 0,9 % en 2024, ainsi qu’une baisse des taux d’ici à la fin de l’année. Rebond attendu au deuxième semestre Le rebond ne devrait cependant s’affirmer réellement qu’au deuxième semestre, avec des taux de croissance trimestriels de « 0,3% » voire « 0,4% » en fin d’année, selon Charlotte de Montpellier. Evelyn Herrmann note « quelques risques à la hausse encore dans les prochains mois » sur l’inflation, liés en particulier aux attaques de rebelles houthis du Yémen sur les navires de commerce transitant en mer Rouge. A la fois, elle estime que la BCE pourrait attendre « trop longtemps » - la BoA table sur juin - pour commencer à baisser ses taux, au point que l’inflation tomberait en dessous des 2% qui sont la cible de la banque centrale. Le gouvernement a bâti le budget 2024 sur une croissance de 1,4% qui semble très difficile à atteindre. Samedi, M. Villeroy de Galhau l’estimait aux alentours de « 0,9% » en 2024, en se basant sur « un rythme d’environ 0,2% par trimestre ». Le déficit de l’Etat a déjà dérapé de deux milliards d’euros fin 2023 alors que Bercy souhaite à tout prix limiter le déficit public à 4,4% du PIB pour le ramener sous 3% en 2027.

**AIRBUS
HELICOPTERS**
La firme va ouvrir une ligne d’assemblage de H125 en Inde
La visite d’Emmanuel Macron en Inde a été l’occasion d’une importante annonce industrielle pour Airbus Helicopters. La division du groupe Airbus a annoncé l’ouverture d’une ligne d’assemblage dans le pays, dans le cadre du Make in India sur lequel le gouvernement indien s’appuie pour développer les compétences industrielles nationales. C’est le groupe Tata qui a été retenu comme partenaire local pour ce projet aux côtés de l’hélicoptériste indien. Que ce soit pour les avions commerciaux, avec des chaînes d’assemblage final (FAL) en Chine et aux Etats-Unis pour la famille A320, ou avec les hélicoptères, avec une chaîne de H135 en Chine, le groupe Airbus a déjà montré sa capacité par le passé à délocaliser une partie de sa production pour s’implanter sur des marchés. C’est désormais le cas également en Inde avec la création d’une nouvelle FAL en Inde pour Airbus Helicopters, en association avec le groupe Tata. L’annonce a été faite ce vendredi à l’occasion de la visite de deux jours d’Emmanuel Macron dans le pays. Cette future chaîne assemblera des H125, ce monomoteur étant décrit comme « le plus vendu de la gamme civile d’Airbus ».

AMÉRIQUE LATINE

Ralentissement de la croissance en 2024

Selon le FMI après s’être révélée plus résistante que prévu, la croissance latino-américaine, devrait ralentir de 3,7% en 2022 à 2,6% en 2023 et 1,9% en 2024. Après le rebond post-pandémie, cette décélération est naturelle mais aussi promue par un environnement international moins porteur : croissance moins soutenue des partenaires commerciaux, conditions de financement toujours tendues, prix des produits de base plus bas. Effets décalés des resserrements monétaires nationaux, affaiblissement des demandes interne et externe devraient faire reculer progressivement l’inflation régionale qui passerait de 7,8% en 2022 à 5,1% en 2023 et 3,6% en 2024. Les risques entourant les perspectives ont diminué, mais restent baissiers. Il s’agit tout d’abord de risques d’ordre mondial, risques susceptibles d’affecter plus parti-

culièrement l’Amérique latine. Et la liste est longue : baisse des exportations, des prix des produits de base, des envois de fonds et du tourisme liée à une croissance plus faible des partenaires commerciaux et surtout de la Chine, volatilité des prix des matières premières donc incertitude toutes deux accrues, poussées inflationnistes mondiales entraînant une hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, turbulences financières dans les économies avancées (surprises en matière d’inflation et nouvelles hausses des taux d’intérêt) susceptibles de se traduire par un resserrement des conditions financières et des dépréciations régionales. La liste ne serait pas exhaustive si les périls à moyen terme n’étaient pas mentionnés : aggravation des tensions géopolitiques mondiales, pouvant se traduire par des restrictions accrues sur les flux (capi-

taux et biens) à moyen terme et de nuire à la coopération mondiale sur les défis communs dont le changement climatique. Enfin, les risques régionaux viennent compléter cet inventaire réaliste mais affligeant : dérapages des politiques monétaires et budgétaires, réapparition de pressions inflationnistes (notamment liée au retrait des politiques visant à contenir les prix des denrées alimentaires et de l’énergie), tensions sociales mais aussi chocs climatiques dont l’arrivée d’El Niño et son cortège de dangers (inondations en Équateur et dans le nord du Pérou ; sécheresses en Colombie, au Panama et dans le sud du Pérou). Par ailleurs, les perspectives de croissance à moyen terme (2026-2028) de l’Amérique latine et des Caraïbes (cette fois, dans leur ensemble) restent modérées avec une croissance annuelle d’environ

2,5%, similaire à sa moyenne historique pré-pandémique (1980-2019), mais inférieure de près de deux points de pourcentage à celle projetée pour l’ensemble émergent (hors Chine). Le PIB régional par tête croîtrait de 1,7% l’an contre 2,7% pour les pays émergents (toujours hors Chine) et 1,6% aux États-Unis soit « une convergence pratiquement nulle ». Ces projections de croissance durablement médiocre confirment celles estimées par la Banque mondiale (3). La croissance potentielle a, en effet, été freinée par les chocs récents (pandémie puis guerre en Ukraine) mais ceux-ci n’ont fait qu’exacerber une tendance vieille de deux décennies. Les perspectives de croissance de l’investissement restent trop modestes pour qu’il puisse contribuer sensiblement à la croissance potentielle.

NOUVEAU GLOBE-TRAVELLER VOYAGER Z

Un fourgon haut de gamme quatre places de 180 chevaux

Globe-Traveller est un constructeur polonais. Son modèle Voyager Z repose sur une base de Fiat

Contrairement à ce que laisse penser son nom, Globe-Traveller n'est pas un aménageur anglo-saxon. Spécialiste du fourgon haut de gamme et atypique, la marque polonaise est distribuée depuis quelques mois en France. Son modèle Voyager Z sur Fiat Ducato a plus d'un atout dans son jeu. En route pour la visite !

A la fois chic et original

Ne cherchez pas ! Vous ne trouverez pas de fourgons aménagés de 6,36 m de long identiques à ce Globe-Traveller Voyager Z sur Fiat Ducato. Le bureau d'étude de la marque polonaise distribuée dans toute l'Europe a fait du (très) bon travail. Commençons la visite, une fois n'est pas coutume, avec la face arrière qui ne ressemble plus du tout à celle du fourgon d'origine. Les portes ont disparu et l'arrière, mono-bloc et sans ouverture, fait penser à celui d'un modèle profilé ou intégral. C'est très réussi ! La "casquette" en polyester située au dessus de la cabine donne aussi au fourgon un look inimitable. Quant à la décoration extérieure, elle est sobre et classe. Oui, le Voyager Z est un fourgon haut de gamme et cela se voit.

Ambiance intérieurs sans fautes... de goût

Quand on pénètre dans le Voyager Z, le charme agit instantanément. L'ambiance "bois" y est pour quelque chose. Le mobilier de bonne facture se marie bien avec le cuir gris (une option) des sièges cabine. L'éclairage est soignée également. Ce fourgon semble un vrai cocon qui donne par ailleurs une belle impression de volume. La hauteur sous pavillon est impor-

tante: on comprendra mieux pourquoi en explorant ultérieurement les solutions de couchages. Côté implantation, on retrouve des chemins plus classiques. Le Voyager Z propose une dinette latérale à l'avant et un immense couchage à l'arrière. Entre les deux, on dispose d'un bloc-cuisine (côté droit dans le sens de la marche) et d'un cabinet de toilette, côté gauche.

Couchages pour quatre, sans problème

Vous aimez votre confort pour la nuit ? Les lits jumeaux permanents de 75 cm de large par 183 ou 196 cm de long, installés à l'arrière, n'attendent que vous. En rajoutant des coussins, on peut même transformer les lits jumeaux en un immense couchage. Précision: l'espace entre les lits est occupée par une penderie à double accès. Pour retrouver l'autre couchage, rejoignons l'avant du véhicule. Le lit en hauteur est étonnant : il s'abaisse en abaissant une partie du sommier et du matelas cachés dans un placard au dessus de la dinette. Cet ensemble vient compléter l'autre moitié de couchage abrité dans la "casquette" au dessus de la cabine. Résultat ? Un couchage de 134 X 187 cm auquel on accède par une échelle. Le lit déplié, il est encore possible de profiter de la dinette et de l'ensemble du véhicule. Bien vu !

Dinette et cabinet de toilette au top

Le Voyager Z fait la différence avec notamment sa dinette. Cette dernière comprend une table amovible mais aussi, surtout, deux fauteuils indépendants, en lieu et place d'une banquette. Les sièges bénéficient de multiples réglages



pour un confort optimal. Le siège le plus proche du couloir de circulation peut même se déporter sur la droite : le champ de vision est alors top en roulant. Le cabinet de toilette est un modèle de confort avec sa cabine de douche à part ce qui est assez rare dans un fourgon.

Sur Fiat Ducato 180 ch avec boîte auto

Affiché à partir de 95 000 €, le Voyager Z est proposé sur le Fiat Ducato de dernière génération, en version 180 ch avec boîte automatique. Le modèle que nous avons eu le plaisir de découvrir chez le distributeur exclusif était affiché à plus de 118 000 €. Cette différence de prix s'explique par la présence d'options liées au porteur ou à la partie habitable: sièges en cuir, avant Thule, batterie lithium 200 Ah, chauffage Truma Combi 6D fonctionnant sur le carburant moteur, pour ne citer que celles-ci. A ce niveau de prix, les acheteurs



n'hésitent pas à maximiser leur véhicule en piochant allègrement dans les options.

Un distributeur... connaisseur

GVJ-Camper, le distributeur français de la marque est installé à Ancenis, en Loire-Atlantique. Un distributeur derrière lequel on trouve Guillaume Vincent, un multi-entrepreneur de 38 ans. Longtemps adepte de la caravane,

puis du camping-car, il a fini par craquer pour un Globe Traveller Voyager Z acheté en Allemagne. Les circonstances de sa vie professionnelle ont fait qu'il a même vécu à plein temps outre-Rhin pendant 10 mois. Cette expérience réussie à 100 %, lui a permis notamment de tester le sérieux de la fabrication. Elle l'a décidé à franchir le pas, jusqu'à commercialiser les modèles du constructeur polonais en France.

AVEC DEUX GR YARIS SPÉCIALES

Toyota se lâche totalement

Les Toyota GR Yaris "Edition Ogier" et "Edition Rovanperä" vont beaucoup plus loin que le traitement habituel des séries spéciales à la décoration spécifique. Ces deux déclinaisons extrêmes de la citadine japonaise bénéficient de réglages différents pour rendre hommage aux voitures de rallye du constructeur japonais ! On connaît la chanson des séries spéciales facturées à prix d'or qui ne présentent que des différences esthétiques avec les modèles normaux. Mais chez Toyota en ce moment, on ne fait décidément rien comme les autres : déjà extrême dans son approche des citadines sportives avec sa GR Yaris à la fiche technique très audacieuse, elle qui vient d'ailleurs de subir de nouvelles améliorations mécaniques, Toyota pousse le bouchon encore plus loin pour célébrer ses victoires en championnat du monde des rallyes. Le constructeur japonais présente en effet les GR Yaris « Ogier Edition » et « Rovanperä Edition ». Comme leur nom l'indique, elles font référence aux deux pilotes de l'écurie de rallye dont le premier



a été sacré huit fois dans la discipline reine et le second est double champion du monde en titre. L'édition Ogier arbore une robe gris mat avec quelques drapeaux français et l'édition Rovanperä préfère une livrée davantage colorée. Les deux autos s'équipent aussi d'un béquet arrière plus costaud, réglable sur la Rovanperä.

Un petit bouton magique

Mais c'est le contenu technique de ces deux éditions spéciales qui étonne le plus avec une modification des réglages dynamiques de la voiture. Dans l'édition Ogier, les modes « Sport » et « Track » des para-

mètres de l'auto sont remplacés par « Morizo » et « Seb ». Le mode « Morizo » a été développé directement par le président du conseil d'administration de Toyota Akio Toyota en privilégiant l'efficacité maximale et la neutralité comportementale. Le mode « Seb » envoie plus de couple vers le train arrière et permet à l'auto de tourner plus facilement « à l'accélérateur ». Sur l'édition Rovanperä, les modes « Sport » et « Track » sont remplacés par les « Donut » et « Kalle ». Équipée d'un différentiel arrière mécaniquement différent de celui des autres GR Yaris (« à vitesse constante »), elle permettrait donc de faire des ronds en faisant fumer les pneus et bénéficierait d'un train arrière plus joueur. Déjà forte d'un moteur de 280 chevaux et d'une transmission intégrale, la GR Yaris deviendrait ainsi un engin encore plus radical. On ne connaît pour l'instant ni le nombre d'exemplaires prévus ni le prix de ces deux éditions spéciales, qui coûteront probablement plus de 40 000€ avant malus.

LA ROBOTIQUE SELON BILL GATES ?

Le milliardaire y croit fort et nous présente ses futurs champions

Si Bill Gates n'est plus l'homme le plus fortuné du monde, il n'en reste pas moins particulièrement présent dans le monde des nouvelles technologies et notamment celui de la robotique. Dans son blog personnel, il dévoile 5 projets de start-ups qu'il considère comme excitants pour l'avenir.

« Est-ce plus difficile pour les machines d'imiter la façon dont les humains se déplacent ou pensent ? Il y a dix ans, j'aurais dit la pensée. Une grande partie du fonctionnement du cerveau reste un mystère, et pourtant, au cours de la dernière année, les progrès de l'intelligence artificielle ont donné naissance à des programmes informatiques capables de créer, calculer, traiter, comprendre, décider, reconnaître des modèles et de continuer à apprendre d'une manière qui ressemble à la nôtre », débute ainsi le créateur de Microsoft dans un post sur son blog, GatesNotes, dédié à 5 projets liés à la robotique qui risquent de faire une sacrée marque sur le monde dans les mois à venir. Nous revenons sur ces projets ici.

5 projets ambitieux

La première start-up abordée par Bill Gates est Agility Robotics, une entreprise qui, comme son nom l'indique, se spécialise dans l'agilité des robots, en leur offrant la possibilité de se mouvoir sensiblement comme des humains. Nous avons déjà pu aborder les projets de cette firme basée en Oregon lorsqu'elle a pu dévoiler Digit, considéré comme « le premier robot polyvalent créé pour du tra-



vail logistique basé sur des dimensions humaines ». Il s'agit d'un robot conçu pour pouvoir travailler avec des gens et porter de grosses charges simplement. Bill Gates aborde ensuite Tevel, une entreprise basée à Tel-Aviv dont l'objectif est de créer des robots autonomes volants capables de scanner la canopée des arbres et cueillir des pommes mûres et des fruits 24 h/24, tout en collec-

tant simultanément des données complètes de récoltes en temps réel. Un outil particulièrement intéressant pour faciliter la main-d'œuvre côté agriculture. Troisième start-up dont le projet est retenu par Bill Gates : Apptro-nik. Cette entreprise basée à Austin aux USA construit actuellement des robots humanoïdes bipèdes dont l'usage est simplement caractérisé comme «

général ». Ils peuvent ainsi être programmés pour effectuer de nombreuses tâches différentes, comme le transport de cartons, l'aide aux tâches ménagères.

Des robots qui courent, pensent, construisent...

RoMeLa, le quatrième projet abordé par le milliardaire, se dédie à l'amélioration globale des déplacements des robots, en leur permettant de bénéficier d'un meilleur équilibre global. L'idée est de pousser les machines à pouvoir se déplacer sur des sols rocheux, instables, sans jamais tomber. Un objectif potentiellement atteint récemment avec leur modèle ARTEMIS, présenté à la Robocup 2023 : ce dernier est le robot bipède le plus rapide au monde, très difficile à déstabiliser. Et puisque l'on ne peut pas aborder la robotique en 2024 sans laisser un mot pour l'intelligence artificielle, le dernier projet traité par Bill Gates est celui de Field AI, une entreprise basée en Californie du Sud dont le but est de développer un logiciel d'intelligence artificielle à implanter dans des robots d'autres entreprises afin de leur permettre de percevoir leur environnement, naviguer sur GPS ou encore de communiquer avec des humains.

POUR SE DÉPLACER DANS LA RÉALITÉ VIRTUELLE

Disney dévoile le tapis mouvant

Disney nouveau géant de la tech ? La firme vient en effet de dévoiler le HoloTile, un tapis mouvant. Honnêtement, peu de gens s'attendaient à ce qu'une telle avancée vienne de Disney. Meta, Sony, Apple, ou encore dernièrement Virtuix... Mais Disney, qui n'a jusqu'ici montré qu'un intérêt limité à la réalité virtuelle et/ou augmentée ? Personne ne pouvait l'anticiper, et pourtant le géant du divertissement a tout récemment pu dévoiler son HoloTile, l'un des premiers tapis mouvants permettant à des humains de se déplacer dans la réalité virtuelle, tout en faisant du sur-place.

Ready Player One, en vrai

Quiconque a déjà essayé un casque en réalité virtuelle le sait : la perception du monde réel devient impossible dès que l'on intègre le monde virtuel, et les déplacements ont alors tendance à devenir erratiques, avec toujours la possibilité de se heurter à un meuble, une télévision ou une autre personne si l'on décide de bouger avec le casque sur la tête. Pour corriger ce problème, il est possible d'utiliser un casque de réalité mixte (virtuelle & augmentée) permettant de voir son environnement. Mais comment faire si l'on souhaite profiter d'une immersion totale, pour



bouger dans l'environnement virtuel ? C'est un casse-tête que diverses entreprises de tech ont tenté de régler depuis l'apparition de la réalité virtuelle : comment offrir une sensation d'immersion totale en permettant à l'utilisateur de se déplacer (autrement dit, de marcher) lorsqu'il est dans un univers en VR ? Jusqu'ici, toutes les solutions apportées étaient particulièrement bancalées et maladroites au mieux. La connexion entre les mouvements du corps et un monde virtuel étaient ainsi difficiles à mettre en place, et vi-

siblement, Disney semble être le vainqueur dans cette course à l'innovation grâce à son HoloTile.

L'accomplissement d'années de recherche

Cette nouvelle technologie, prévue originellement pour les parcs Disney World, pourra aisément être répliquée pour un usage domestique, lié à l'utilisation d'un casque de réalité virtuelle. Créé par l'inventeur Lanny Smoot (on lui doit aussi les sabres laser de Star Wars), l'HoloTile est ainsi une sorte de tapis constitué de nombreuses boules qui effectuent une rotation lorsque son utilisation marche, lui permettant ensuite de garder l'équilibre tout en faisant, en l'essence, du sur-place. Dans une vidéo partagée sur le compte YouTube de Disney Parks, nous avons carrément droit à une présentation en temps réel du fonctionnement du tapis. Il est ainsi possible d'y voir des hommes y faire de petits pas. Il reste forcément quelques questionnements : est-il possible de marcher plus vite, voire de courir en utilisant cette technologie ? Pour l'heure, il s'agit évidemment d'un travail en pleine phase de développement, autrement dit assez limité dans son utilisation.

MICROSOFT EDGE Désormais les formats AVIF et AV1 pris en charge

La version 121 de Microsoft Edge est disponible au téléchargement. Découvrez les nouveautés apportées avec la dernière mise à jour, à commencer par la prise en charge des formats AVIF et AV1. De fil en aiguille, le navigateur web de Microsoft s'agrémente en nouvelles fonctionnalités. Parmi elles, certaines étaient réclamées depuis longtemps par les utilisateurs. L'année 2023 a d'ailleurs été l'occasion pour la firme de Redmond d'introduire massivement l'intelligence artificielle au sein de Microsoft Edge. Si les nouveautés du jour ne sont évidemment pas aussi importantes, elles n'en demeuraient pas moins attendues par une poignée d'utilisateurs.

En retard sur ses concurrents, Microsoft Edge prend enfin en charge le format AVIF

Afin de bien clôturer la semaine avant le début du week-end, la société dirigée par Satya Nadella a profité de ce vendredi 26 janvier pour déployer la nouvelle mouture de son navigateur. Basculant ainsi en version 121, Microsoft Edge prend à présent en charge les fichiers AVIF et AV1. Voici ce que nous pouvons lire depuis la note officielle publiée par Microsoft et relayée par Neowin :

« Microsoft Edge prend désormais en charge les formats de fichiers AVIF et AV1 qui offrent une meilleure compression et des images et vidéos de meilleure qualité. Les utilisateurs peuvent profiter de temps de chargement plus rapides et de médias de meilleure qualité sur les sites Web ». Pour rappel, le format AVIF est un format d'image reposant sur le codec vidéo AV1. Celui-ci a d'ores et déjà été adopté par certaines plateformes de streaming, mais également par les principaux navigateurs, à savoir Google Chrome, Firefox et Safari.

Microsoft Edge : quoi de neuf dans la version 121 ?

Quelques autres modifications plus ou moins importantes se sont immiscées dans la dernière version de Microsoft Edge (version 121.0.2277.83 du canal stable). Nous apprenons, par exemple, que le navigateur a déplacé les mises à jour vers la section « Browser Essentials », située dans la barre latérale, au lieu des « Paramètres ». L'idée étant avant tout d'offrir « une meilleure visibilité et une meilleure expérience ». Microsoft Edge 121 s'accompagne également de nouvelles politiques contre les fautes de frappe. En d'autres termes, si un utilisateur saisit mal un nom de domaine, et que cela risque de le diriger vers une page malveillante, il sera dorénavant averti de son erreur. Si cette mise à jour n'est franchement pas la plus marquante de ces 12 derniers mois, elle permet néanmoins à Microsoft Edge de limiter son retard sur les navigateurs concurrents concernant le support du format AVIF. Notez enfin que le géant américain a profité de cette version 121 de Microsoft Edge pour déployer six correctifs de sécurité.

Gros vaisseau		Habiller		Langue du sud		Appelle la biche		Étangs	Lettre grecque		Vieux		Écossais
Spectre		Astre nébuleux		Marque une possession		Colère d'antan			Comme une image		Ancienne dynastie		
									Largeurs de tissus				
Pou					Créer								
Replacée					Juste								
							Césium du labo			Passés sur le billard		Joua des fers	
							Mère d'Horus						
Transport régional				Condition		Ville du Puy-de-Dôme							
Lancer						Onéreux							
			Besaces					Petit élu	Dans le sud-ouest				Beaucoup
			Poissons de rivière						Rappel				
Supersti-tieux											Astate pour le chimiste		
Petite cale													
		Oeufs battus		Essayer							État de l'Inde	Binocle	
Épouser les formes							Quatre saisons	Code					
Rendu								Filtre naturel					
				Étude des os	Matrice	Argon			Fleuve marocain				
						Participe gai			Rapetisser				
Chavirer										Le nouveau est fêté			Ville de l'Orne
Habitant de Gaza										Cocaïne			
											Annonce la matière		
											Régál d'écureuil		
Cavalier						Collusion							
Vent arrière						Découpé							
			Vitesse résiduelle					Rit un peu					
Variété d'oseille	Percé						Adminis-trations						
	Matière à bouchon												
			Lysergide				Génitrice	Collège				Cheilles	Moyen de défense
			Rapace										
Saint de Bigorre	Début de gamme				Trouble					Armée révolution-naire			
					Affluent du Danube					Forte tête			
		Ville de Savoie						Louper					
Possessif		Porte manteau							De même				
			Prince troyen					Calibré					

Holcim scinde ses activités en Amérique du Nord, nomme un nouveau DG

Holcim va scinder ses activités en Amérique du Nord et les introduire en Bourse de New York avec l'espoir de parvenir à une valorisation d'environ 30 milliards de dollars (27,6 milliards d'euros), a annoncé dimanche le géant suisse des matériaux de construction. Miljan Gutovic, actuel patron des activités en Europe, va en outre remplacer Jan Jenisch au poste de directeur général le 1er mai, a aussi annoncé Holcim. Il s'agit de la plus profonde transformation entreprise par le cimentier suisse depuis l'absorption du français Lafarge en 2015.



TUNISIE
Les investissements baissent de plus de 15% en 2023

Les investissements déclarés dans tous les secteurs en Tunisie ont atteint un volume de 6000 millions de dinars tunisiens (MD) en 2023, soit une baisse de 15,7% par rapport à 2022, principalement attribuable aux secteurs des services (-57,6%) et des énergies renouvelables (-54,3%), selon le bulletin statistique mensuel publié par l'Instance Tunisienne de l'Investissement (TIA). Ces investissements ont permis la génération de 88 349 emplois, marquant une légère diminution de 3,4%, par rapport à 2022. Selon l'Instance, l'année 2023 a été marquée par une prédominance significative des investissements générés par les opérations de création par rapport à celles d'extension. En effet, le volume des investissements de création a atteint 4863 millions de dinars tunisiens soit 81% des investissements déclarés. De fait, le nombre d'emplois créés grâce aux opérations de création est nettement plus élevé que celui résultant des opérations d'extension, totalisant 72033 postes d'emploi, représentant ainsi, 82% des emplois créés.

CÔTE D'IVOIRE
Les exportations d'ananas en chute de 27% en 2023

La filière ananas a connu une année difficile en 2023 en Côte d'Ivoire, selon le rapport annuel publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Les exportations ivoiriennes d'ananas vers le marché international ont atteint seulement 23.557 tonnes, ce chiffre représente une diminution de 27% par rapport à la campagne précédente (32.403 tonnes) et une baisse de 22% par rapport à la moyenne quinquennale (30.291 tonnes). La FAO attribue cette contreperformance aux conditions météorologiques défavorables ayant impacté la saison de culture, entraînant une réduction de l'offre dans les zones de production de la Côte d'Ivoire. Le rapport souligne également que la valeur unitaire moyenne des exportations de la Côte d'Ivoire vers les marchés mondiaux a chuté à 460 dollars la tonne entre janvier et juillet 2023, marquant une baisse de 10% par rapport à l'année précédente. En ce qui concerne les destinations, l'Union européenne demeure le principal marché pour les exportations d'ananas en provenance de la Côte d'Ivoire. La France et la Belgique se distinguent en tant que principaux acheteurs, représentant ensemble environ 57% des importations en provenance de ce pays d'Afrique de l'Ouest. L'ananas occupe le troisième rang en tant que source de devises étrangères dans l'industrie de fruit en Côte d'Ivoire, après la banane et la mangue.

IL A REÇU HIER LE GÉNÉRAL ABDEL FATTAH AL-BURHAN
Tebboune réaffirme le soutien de l'Algérie au Soudan

A l'issue de leurs entretiens en tête-à-tête, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et le président du Conseil de souveraineté transitoire de la République du Soudan, le général Abdel Fattah al-Burhan Abderrahmane, en visite officielle à Alger, ont prononcée une déclaration à la presse. Le président Tebboune a tenu à souligner l'histoire et l'excellence des relations bilatérales ainsi que la convergence de vue des deux pays concernant la majorité des questions géostratégiques prévalant sur les scènes régionale et internationale. De même qu'il a exprimé la solidarité de l'Algérie avec le Soudan, peuple et gouvernants, en toutes circonstances pour dépasser les événements difficiles que traverse ce pays frère, visé par les forces du mal. Le président de République a réitéré la constance des positions algériennes vis-à-vis de tout conflit, quelle que soit sa

nature, celle de toujours privilégier les solutions internes, loin de toutes les formes d'ingérence étrangères, et que le dernier mot revienne au peuple soudanais frère. De son côté, le président du Conseil de souveraineté transitoire de la République du Soudan, a reconnu à l'Algérie son

soutien indéfectible au Soudan. Le général Abdel Fattah al-Burhan Abderrahmane a félicité l'Algérie de son accession au siège de membre non permanent au conseil de sécurité lui exprimant toute sa confiance quant à sa défense de toutes les causes justes dans le monde.

Burkina Faso, Mali et Niger quittent la Cédéao

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger, trois pays dirigés par des juntes militaires, ont annoncé dimanche qu'ils quittaient la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) avec effet immédiat. L'annonce a été faite via un communiqué lu à la télévision nigérienne. Le colonel Amadou Abdramane, porte-parole de la junta au pouvoir au Niger, a déclaré que l'organisation régionale s'était éloignée des idéaux de ses pères fondateurs et de l'esprit du panafricanisme et qu'elle s'était montrée incapable de venir en aide aux pays confrontés au "terrorisme" et à l'insécurité. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger subissent tous trois des violences de groupes islamistes armés, qui ont fragilisé les pouvoirs civils et amené dans chacun de ces pays l'armée à prendre le pouvoir.

MALGRÉ LES ACCUSATIONS DE MONSTRUOSITÉ ANTI-ÉCOLOGIQUE
Le plus grand navire de croisière du monde largue les amarres

Très critiqué par les ONG environnementales, l'Icon of the Seas fait cinq fois la taille du Titanic. Il peut accueillir 5.610 passagers et 2.350 membres d'équipage et comprend sept piscines, neuf jacuzzis, mais aussi une cascade de 17 mètres de haut. Il est propulsé au GNL, un carburant fossile qui s'accompagne d'émissions de CO2 et de méthane. 365 mètres de long, 20 ponts, 2 805 cabines et 40 restaurants... Les dimensions et ca-

ractéristiques de l'Icon of the Seas de Royal Caribbean, le plus grand navire de croisière du monde, donnent le vertige. Cet immense paquebot, hymne à la démesure, a largué les amarres du port de Miami (Floride) samedi pour son voyage inaugural à destination des Caraïbes, malgré les accusations de monstruosité anti-écologique. La compagnie, basée à Miami, a accueilli mardi, lors du baptême du navire, Lionel Messi, la star du

club de football de la ville, pour appuyer sur un bouton qui a fait s'écraser une bouteille de champagne sur la coque. L'Icon of the Seas, immatriculé aux Bahamas, est le dernier-né d'un secteur des croisières en pleine reprise après les années Covid. C'est le premier navire du géant américain des croisières à être propulsé au gaz naturel liquéfié (GNL). Ce combustible est présenté comme une alternative plus propre au fioul lourd par l'in-

dustrie, mais il reste émetteur de CO2 et rejette également du méthane, un puissant gaz à effet de serre. Le navire est équipé d'un système qui permet de convertir les déchets en énergie et d'un autre pour recycler l'eau à bord, avance Royal Caribbean, promettant ainsi de réduire l'impact environnemental de ce type de navire, l'une des critiques les plus courantes envers l'industrie des croisières.

GRÂCE À SON COMPATRIOTE FEMI OTEDOLA
La fortune du Nigérian Aliko Dangote augmente de près de 7 milliards \$ en 26 jours

Le prix de l'action Dangote Cement a plus que doublé sur la Bourse de Lagos depuis début janvier. Une grande partie de son envolée est attribuable aux achats d'actions effectués le magnat de l'énergie, Femi Otedola. Le milliardaire nigérian Aliko Dangote a vu sa fortune augmenter de 6,93 milliards de dollars depuis le début de l'année 2024, grâce notamment aux achats massifs des actions de son groupe cimentier coté sur la Bourse de Lagos par le magnat de l'énergie, Femi Otedola. Le prix de l'action Dangote Cement a plus que doublé ce mois-ci. D'après Bloomberg, une grande partie de l'envolée du cours de cette action est attribuable aux achats effectués par M. Otedola, la se-

maine dernière. Selon la dernière mise à jour du Bloomberg Billionaires Index datant de ce vendredi 26 janvier, la fortune du patron de Dangote Group a atteint 22 milliards de dollars, soit son plus haut niveau depuis dix ans. Cette hausse a propulsé Aliko Dangote au rang de la 83e personne la plus riche du monde. Cité par Bloomberg, Femi Otedola a indiqué qu'il allait « augmenter » ses achats des actions Dangote Cement. « Le fabricant de matériaux de construction est intéressant parce qu'il est le seul groupe cimentier nigérian à disposer de deux terminaux d'exportation et d'une capacité d'exportation substantielle », a-t-il expliqué. M. Otedola n'a pas révélé le

montant des actions qu'il a achetées dans Dangote Cement. Il s'est contenté de dire qu'il divulguerait sa participation dans ce groupe dès qu'elle atteindrait un seuil qui déclencherait une divulgation réglementaire. Homme le plus riche d'Afrique, Aliko Dangote tire la majeure partie de sa fortune de sa participation de 86 % dans Dangote Cement. La capacité de production globale du groupe cimentier, qui opère dans dix pays africains, s'élève à 51,6 millions de tonnes par an. Outre le ciment, le conglomérat Dangote Group opère notamment dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'immobilier, des engrais et du raffinage du pétrole.